



Les syndicats en Europe contre l'extrême droite

Éléments pour une cartographie





Table des matières

Avant-propos.....	3
Quand l'extrême droite s'imisce sur les lieux de travail	5
L'extrême droite au Parlement européen	9
L'extrême droite et les syndicats en Belgique	17
L'extrême droite et les syndicats aux Pays-Bas	21
L'extrême droite et les syndicats en France	25
L'extrême droite et les syndicats en Allemagne	29
L'extrême droite et les syndicats en Italie	35
L'extrême droite et les syndicats en Pologne	43
L'extrême droite et les syndicats en Hongrie	47
Conclusion.....	51

RÉDACTION: Thomas Miessen, Luc Impens, Karin Debroey

CONTACT: europe@acv-csc.be

TRADUCTION: Ilse Cambier, Mylène Demeure, Pascal Drèze, Riccardo Riva, Anne Scieur, Isabelle Tuteleers, Hilde van Lancker

LAY-OUT : Paraph'

IMPRIMERIE: CSC

ÉDITRICE RESPONSABLE: Dominique Leyon

SITE INTERNET: www.lacsc.be

NUMERO DE DÉPÔT LÉGAL : D/2023/0781/11

Mai 2023



Avant-propos

Chère lectrice, cher lecteur,

À travers la présente brochure, nous prenons de l'avance sur 2024, l'année de tous les scrutins, où nous exprimons notre voix en tant que citoyens aux niveaux fédéral, régional, européen et communal, mais aussi comme travailleurs lors des élections sociales, pour notre représentation sur le lieu de travail.

Nous braquons les projecteurs sur le courant politique de l'extrême droite en Europe et dans notre pays. L'étude *«Plus de démocratie, pas de racisme sur le lieu de travail»*¹, qui forme la base de cette publication, identifie l'extrême droite comme un mouvement politique avec un ensemble d'idées et de pratiques regroupées sous trois axes principaux. La première et la plus importante caractéristique de l'extrême droite est le racisme et la xénophobie, ainsi qu'une forme exclusive de nationalisme, dans laquelle seules les personnes d'une certaine origine ethnique appartiennent à la nation et ont accès aux droits politiques et socio-économiques, ainsi qu'aux avantages de l'État-providence. Cette forme de nationalisme exclusif rejette également tout engagement en faveur de la coopération et de la solidarité au niveau européen et international. Les partis d'extrême droite sont eurosceptiques ou carrément opposés à l'Union européenne.

Le deuxième groupe d'idées et de pratiques appartenant à l'ADN de l'extrême droite est constitué par les conceptions autoritaires, hiérarchiques et traditionnelles, principalement en ce qui concerne la place de la religion et des hommes et des femmes dans la société. L'extrême droite défend les rôles traditionnels des hommes et des femmes et considère le concept de genre comme une construction sociale des rôles masculins et féminins et comme

une attaque contre les rôles naturels des hommes et des femmes. La lutte contre l'idéologie du genre comprend également une lutte contre les minorités sexuelles, qui ne se conforment pas aux rôles masculins/féminins naturels. Le sexisme est moins prédominant dans le discours de l'extrême droite en Europe occidentale, en revanche la préservation des traditions, comme le très controversé Père Fouettard, y occupe une place plus prépondérante. L'islamophobie, quant à elle, est l'expression de la peur du maintien de ses propres traditions religieuses.

Le troisième et dernier volet concerne le caractère antidémocratique et populiste. Le caractère antidémocratique se manifeste par l'absence de fonctionnement démocratique interne des partis, mais aussi par leurs attaques contre les institutions de la démocratie et de l'État de droit, le parlement et le système judiciaire indépendant, qui garantissent les droits des minorités et les droits fondamentaux, parfois contre l'avis de la majorité.

Le lecteur attentif et critique notera à juste titre que certaines de ces idées et pratiques ne sont pas l'apanage de l'extrême droite, mais qu'elles se sont également infiltrées et se retrouvent dans une plus ou moins large mesure dans les partis démocratiques dits traditionnels. Dans cette publication, nous nous limitons au paysage des partis d'extrême droite, parce qu'ils sont les moteurs de ces pratiques et de ces idées, y compris pour les autres partis politiques... Les tendances à la normalisation des pensées et des propositions de l'extrême droite ne sont pas l'objet de cette étude. Mais nous sommes évidemment conscients de l'importance de cette question aujourd'hui. *«Il faut reconnaître que les limites du discours*

1 K. Seongcheol, ea, *The Far Right in the Workplace, A Six-Country Comparison*, Palgrave, Cham (Suisse), 2023.



ont été poussées non pas par la nouvelle droite, mais par des acteurs du centre»², affirment même les chercheurs les plus renommés en la matière. Nous n'avons pu aborder cette question dans le cadre de ce travail, mais nous renvoyons ici à la littérature sur ce sujet spécifique et surtout nous invitons le lecteur à la plus grande vigilance.

Nous tentons de vous orienter dans l'univers coloré de l'extrême droite en Europe. Comment l'extrême droite se manifeste-t-elle en Europe, au sein des partis du Parlement européen et dans toute l'Europe, chez nos voisins, aux Pays-Bas, en France, en Allemagne, en Italie, en Europe de l'Est, en Pologne et en Hongrie? Et dans notre propre pays, la Belgique? Quels sont les partis existants et quelles sont leurs positions et leurs pratiques, ainsi que les ressemblances et différences au niveau national? Zoom sur les positions et les politiques de l'extrême droite en matière d'accès au travail et à la protection sociale. Depuis quelques années, nous constatons en effet que l'extrême droite adopte un discours presque social-démocrate... Avec cette distinction essentielle que l'État-providence social de l'extrême droite exclut toujours, sur la base de la race, de l'origine ethnique ou géographique, de l'orientation sexuelle, etc. Quelle attitude les syndicats adoptent-ils face à l'extrême droite, que ce soit en Europe, au sein de la Confédération européenne des syndicats (CES) ou dans les pays que nous examinons plus en détail? Quelles sont leurs stratégies à l'égard de l'extrême droite (ou, dans certains cas, avec elle)?

Cette brochure peut être lue de plusieurs façons. Pour ceux qui ont beaucoup de temps, nous recommandons de commencer par l'introduction, qui explique la raison d'être de cette publication issue d'un projet de recherche syndical européen. Ensuite, par la présentation des partis d'extrême droite au Parlement européen, de leurs positions et de leur comportement de vote, notamment sur les questions sociales, puis l'analyse de l'extrême droite dans les différents pays européens, et enfin le plan d'action de la Confédération européenne des syndicats (CES) pour lutter contre l'extrême droite.

Pour les lecteurs ayant moins de temps à disposition, nous recommandons une approche ciblée, par exemple

en lisant l'introduction, qui résume déjà les principaux résultats, puis l'extrême droite au Parlement européen et dans les institutions européennes, connaître l'extrême droite dans un de nos pays voisins ou dans un pays plus lointain en Europe de l'Est, ou le plan d'action de la CES pour lutter contre l'extrême droite.

Ceux qui auront l'occasion de lire l'ensemble de la publication constateront un fait notable: de tous les pays européens étudiés, la Belgique est le seul à disposer d'un cordon sanitaire intersyndical contre l'extrême droite, qui tient depuis plus de 30 ans. Nous avons fait ce choix jadis et nous le conserverons en 2024. Le syndicalisme ne peut se limiter à promouvoir de meilleurs salaires et un meilleur travail. Notre choix et notre engagement sont ceux d'un syndicalisme qui se place au centre des acteurs progressistes de notre société pour les rejoindre dans la défense des droits humains, de l'État de droit, de la démocratie, de la paix, de l'inclusion (et non de l'exclusion), de l'égalité et de la diversité. Et ainsi lutter contre les ennemis de nos valeurs fondamentales, l'extrême droite, la xénophobie, le militarisme, le racisme et le sexisme.

Bien entendu, l'étude reprend aussi beaucoup d'idées inspirantes venues de l'étranger. Et plus que des idées, il y a aussi des formes d'institutionnalisation qui, après un passé extrêmement tragique, peuvent montrer la voie de l'avenir. Par exemple, la constitution antifasciste de l'Italie, une république basée sur le travail (article 1) ou l'approche d'une «démocratie militante» de la République fédérale d'Allemagne après 1945, capable de se défendre de manière offensive contre les tendances fascistes.

Au-delà des éléments structurels, cependant, il s'agit principalement d'une chose. L'engagement quotidien en faveur d'une société ouverte et démocratique, sur le lieu de travail, dans l'économie et dans le travail syndical, mais aussi sur le plan politique. Autant de petits pas, des uns et des autres, à tout moment et en tout lieu, mais qui se ressemblent, que ce soit en Belgique, en France, aux Pays-Bas, en Pologne, en Italie ou ailleurs en Europe. Seul un effort commun peut déboucher sur l'objectif d'une société ouverte et juste qui n'exclut personne mais qui, simultanément, agit fermement contre l'exclusion.

Marc LEEMANS, président de la CSC
Marie-Hélène SKA, secrétaire générale de la CSC

² Arte, die alte Neue Rechte, <https://www.youtube.com/watch?v=cEIVb7ltubl>



Quand l'extrême droite s'immisce sur les lieux de travail

Ces dernières décennies, la plupart des pays européens sont confrontés à un accroissement électoral de l'extrême droite. Les acteurs syndicaux se battent contre ces tendances dans la société, mais force est de constater que même en leur sein, les discours et les idées véhiculées par l'extrême droite font parfois mouche auprès des affilié-e-s et militant-e-s. Quelle place l'extrême droite occupe-t-elle sur les lieux de travail, comment tente-t-elle de s'organiser et quelles stratégies syndicales sont-elles mises en place dans un tel contexte? Éclairage.

Face à la montée de l'extrême droite en Europe et à l'attrait que ses discours suscitent parfois au sein des structures syndicales, l'Institut syndical européen (ETUI)¹ a organisé ces dernières années plusieurs séminaires de formation sur l'approche syndicale de l'extrême droite. Après l'une de ces sessions, l'idée a germé de lancer une étude comparative sur l'impact de l'extrême droite sur

le lieu de travail. Ce projet a été mis en œuvre au cours des deux dernières années sous la coordination de la Confédération allemande des syndicats et a été rendu possible grâce à des fonds de l'Union européenne. À partir d'une étude documentaire et d'entretiens approfondis avec des militant-e-s et des responsables syndicaux, un groupe de chercheurs de l'université de Kassel a comparé les stratégies de l'extrême droite en Belgique/Flandre (Vlaams Belang), en France (Rassemblement national, RN), en Allemagne (Alternative für Deutschland, AfD), en Italie (Lega), en Pologne (Droit et Justice, PiS) et en Hongrie (Fidesz). Il a étudié également les stratégies syndicales pour contrer l'extrême droite dans ces mêmes pays. Les syndicats CGIL (Italie), CGT (France), DGB (Allemagne) et MASZSZ (Hongrie), OPZZ (Pologne) et CSC (Belgique) ont participé au projet. Cet article présente les principaux résultats de la recherche.

Changement d'attitude sur les questions de travail

Les partis d'extrême droite sont souvent très flexibles dans leurs idées, opérant des virages à 180 degrés lorsque cela leur convient électoralement et stratégiquement.

Le Vlaams Belang (VB) en est une parfaite illustration. Le Vlaams Blok (devenu le Vlaams Belang) était un parti qui adhérait au corporatisme, une doctrine sociale dans laquelle la coopération harmonieuse entre le travail et le capital était centrale. Les travailleurs et les employeurs devaient œuvrer ensemble dans l'intérêt de la classe po-

pulaire (flamande). Ce faisant, ils ont adopté l'état d'esprit des partis d'extrême droite des années 1930.

Dans la pratique, cela s'est traduit par des vues plutôt libérales sur le plan économique (visant avant tout à promouvoir l'économie et la compétitivité flamandes) et par une aversion virulente pour les syndicats. Il suffit de penser au célèbre dicton «*La grève fait mal, le travail profite*». Sous la présidence de Tom Van Grieken, le parti a (en partie) changé de cap adoptant de plus en plus de positions

1 www.etui.org



sociales: maintien de l'indexation automatique, augmentation des pensions minimales, augmentation du congé parental... et même la nationalisation du secteur énergétique. Cette mutation du Vlaams Belang est inspirée du Front national (précurseur du Rassemblement national) de Marine Le Pen. Le VB et le FN/RN se présentent comme des partisans du «nativisme» et visent un État-providence taillé sur mesure pour le «propre peuple». Le Vlaams Belang veut financer toutes ces propositions en se désolidarisant de la Wallonie et en durcissant les conditions d'accès des migrant-es. Ainsi, les nouveaux arrivant-es ne pourront prétendre à la sécurité sociale qu'après un séjour légal de sept ans et après avoir payé des cotisations sociales pendant trois ans.

Par ailleurs, nous doutons fortement que ce programme «social» soit le véritable reflet de leurs idées socio-économiques. Par exemple, cette position sociale est en contradiction avec le comportement de vote du Vlaams Belang au Parlement européen, où il rejette pratiquement toutes les propositions qui ont de près ou de loin une orientation sociale. Il suffit de penser au récent vote sur le salaire minimum européen².

Si l'on examine de plus près la position socio-économique des autres partis d'extrême droite, il est frappant de constater que leur attitude à l'égard de l'État-providence varie considérablement. Seul le PiS polonais se prononce clairement en faveur de l'expansion de l'État-providence et, en tant que parti au pouvoir, a mis en œuvre plusieurs lois sociales telles qu'un 13^e mois pour les retraité-es, une augmentation des allocations familiales et des allocations pour enfants. Cette dernière mesure s'inscrit dans le cadre d'une politique conservatrice visant à stimuler le taux de natalité en Pologne.

Le Fidesz hongrois adopte plutôt une approche «workfare» dans laquelle tout salut vient du travail. Ainsi, le parti a créé des formes d'emploi public rémunéré en des-

sous du salaire minimum ou a accordé des allègements fiscaux aux familles qui travaillent.

En Allemagne, l'AfD se caractérise par un certain flou stratégique et deux courants sont actifs au sein du parti: une section prône un démantèlement de l'État-providence, tandis qu'une autre soutient un nativisme social semblable aux options du RN et du VB.

En Italie, la Lega continue généralement à suivre un programme libéral. Le fait de plaider en faveur d'une flat tax (moins élevée) et de s'opposer à une meilleure réglementation pour les travailleurs précaires (par exemple, les coursiers) en est une parfaite illustration.

Tous les partis plaident pour des systèmes de retraite anticipée après un nombre suffisant d'années de carrière. Ce n'est pas un hasard. Ce faisant, ils visent le public de ceux qui travaillent dur et qui ont eu la chance d'accomplir une carrière complète sans interruption due au chômage, à la maladie ou à d'autres formes d'inactivité. Un modèle, en outre, qui est certainement désavantageux pour les femmes.

Même si ces partis cherchent un élargissement programmatique «social», le thème de l'immigration reste le cœur de métier de l'extrême droite en Belgique, en France, en Allemagne et en Italie, ainsi que le principal attrait pour l'électorat ouvrier. Le Fidesz et le PiS ont également battu le même tambour, mais seulement après 2015, lorsqu'ils ont commencé à adopter des positions ouvertement anti-migrant-es en réponse à la crise des réfugié-es. L'éclatement de la Lega Nord en Lega témoigne une fois de plus de la nature caméléon de l'extrême droite. Lega Nord s'opposait autrefois avec véhémence aux Italiens originaires des régions méridionales, alors qu'elle réunit aujourd'hui tous les Italiens qui se sentent mal à l'aise avec les nouveaux arrivants étrangers. Il ne reste donc que le Vlaams Belang comme parti séparatiste (d'extrême droite).

L'extrême droite sur le lieu de travail

Dans un passé (relativement) lointain, le Vlaams Blok/Vlaams Belang a monté des plans pour présenter ses propres listes de candidat-es aux élections sociales. Ces plans ont échoué et l'on peut se demander si l'annonce de ces listes électorales ne faisait pas plutôt partie d'une opération stratégique visant à s'attaquer aux syndicats

plutôt qu'à chercher une véritable percée dans les élections sociales. Ces opérations s'appuyaient, à un moment donné, sur le fonctionnement d'une sorte de cellule dédiée aux syndicats au sein du Vlaams Belang sous la direction de feu Marie-Rose Morel et ont abouti, entre autres, au livre de 2010 «*Welkom in Vakbondistan*» (qu'on

² En septembre 2022, le Parlement européen a approuvé la proposition de directive européenne sur le salaire minimum européen. Tous les partis belges ont voté pour, à l'exception de la N-VA et du Vlaams Belang.



pourrait traduire par «*Bienvenue au Syndicalistan*», NDLR) dans lequel les trois syndicats «de couleur» étaient dépeints sous un mauvais jour. Ces dernières années, le VB n'a pas engrangé de succès sur ce front. Pour des raisons stratégiques, le parti s'oppose moins fortement aux syndicats. Il vise désormais à élargir son cercle d'adhérent-es par un usage intensif des réseaux sociaux pour lesquels des sommes astronomiques sont dépensées.

Dans d'autres pays européens voisins, l'extrême droite tente toujours de s'implanter sur le lieu de travail. En Allemagne, le groupe d'extrême droite «Zentrum Automobile» (ZA) a déposé des listes aux élections sociales et plusieurs membres ont été élus dans les usines Daimler. ZA se présente comme une force contraire au syndicat classique «établi» et prétend défendre les «travailleurs ordinaires». Selon les militant-es syndicaux concernés, ce groupement communique de manière très agressive et affirmée lors des réunions du personnel, mais adopte plutôt une attitude passive, voire apathique, dans les organes de consultation à huis clos. Cela expose une fois de plus la nature populiste de droite de ZA.

En Pologne, en Hongrie et en Italie, quelques fédérations syndicales se frottent de très près à l'extrême droite.

En Pologne, par exemple, Solidarnosc s'est positionné plus radicalement ces dernières années comme un syndi-

cat national-conservateur chrétien qui défend les valeurs chrétiennes traditionnelles et un rôle fort de l'Église dans la société. Il s'oppose à la lutte pour l'émancipation des femmes et des LGBT. Sur le lieu de travail, en revanche, Solidarnosc formule souvent des demandes irréalistes et tente de se faire valoir aux dépens des autres syndicats. De cette manière, il tente de gagner des membres, mais aussi d'affaiblir le pouvoir de négociation des autres syndicats face à l'employeur. Selon les autres syndicats, il augmente l'incrédulité, la désillusion envers le syndicat parmi les travailleurs.

En Italie, l'Unione Generale del Lavoro (UGL) a des liens évidents avec la Lega, parti de droite radicale. Sur le terrain, l'UGL se présente comme un syndicat traditionnel qui se consacre aux questions syndicales «classiques» telles que les salaires et les conditions de travail. Dans la pratique, il se révèle être très favorable aux employeurs et peut être considéré comme un syndicat «jaune», étroitement aligné sur l'employeur (et sur la politique de la Lega).

La Hongrie et la France connaissent également le phénomène de syndicats jaunes, le «syndicalisme d'affaires» dans la terminologie spécialisée. Nous entendons par là les syndicats qui ont une pensée microéconomique et des liens clairs avec les employeurs ou les partis de droite radicale. Dans cet article, nous ne développerons pas d'exemples spécifiques.

Stratégies syndicales

Il est difficile de tracer une ligne directrice dans les stratégies mises en œuvre par les six syndicats étudiés pour contrer l'extrême droite. Le contexte dans les différents pays est en effet trop diversifié. Dans certains pays, l'extrême droite est au pouvoir, dans d'autres, des groupes de droite radicale ont pris pied sur le terrain (dans les organes consultatifs), dans d'autres encore, les fédérations syndicales adoptent elles-mêmes un profil d'extrême droite.

En Belgique, l'extrême droite n'a pas encore réussi à s'imposer de cette manière dans le paysage syndical existant. Des systèmes tels que le cordon sanitaire, les conditions strictes de représentativité pour présenter des listes aux élections sociales et, non des moindres, l'incompatibilité de l'appartenance syndicale avec l'engagement dans un parti d'extrême droite, ont œuvré en ce sens. Cela n'empêche toutefois pas qu'en Flandre, le Vlaams Belang soit très suivi par les membres des syndicats et par les travailleuses en général. Les recherches post-électorales de

2010 et 2014 l'ont déjà montré. Comme mentionné précédemment, le Vlaams Belang est particulièrement présent sur les réseaux sociaux et parvient à toucher la corde sensible d'une partie de nos affiliés. Cela se reflète, entre autres, dans le nombre de likes et de retweets des posts du VB. Les syndicats belges vont devoir intensifier leurs efforts pour renforcer leur communication sur les réseaux sociaux. Ces dernières années, laCSC également investi dans l'éducation politique des militant-es, tant dans la formation de base que dans la formation des militant-es expérimentés.

Les syndicats des pays voisins ont également beaucoup investi dans la formation politique sur le lieu de travail et en dehors. Nous choisissons ici un exemple frappant. À l'usine Lamborghini de Turin, il y a une formation obligatoire (!) sur l'importance de la Constitution italienne (anti-fasciste) pour tous les employé-es. Les syndicats y sont très suivis et ont pu faire respecter cette règle grâce au dialogue social. Lamborghini fait figure d'exception à cet égard. Dans



la plupart des cas, comme en Belgique, la formation est principalement destinée aux militant·es syndicaux.

En Pologne et en Hongrie, les syndicats se tiennent à l'écart de la formation politique et d'autres sujets controversés et polarisants pour lesquels les partis d'extrême droite (au pouvoir) sont souvent réprimandés par l'Europe (manque de respect de l'indépendance des médias, non-respect des droits des LGBT et des femmes, limitation de l'indépendance du système judiciaire...). Ils se concentrent sur la politique salariale et les droits du travail, pratiquant ainsi plutôt une forme de «syndicalisme économique». C'est évidemment le résultat de la politique agressive du Fidesz et du PiS. Mais c'est aussi lié à la faiblesse de l'organisation et à la diminution du nombre d'affilié·es. Les syndicats de l'ancien bloc de l'Est ont également dû se réinventer après la chute du mur et faire connaître dans un premier temps qu'ils parvenaient à défendre les intérêts matériels de leurs affilié·es. Mais cela a certainement son revers: les dirigeant·es syndicaux découvrent que de nombreux·ses travailleuses

sont sensibles à des messages simples ou à de fausses promesses, même sur le lieu de travail, et qu'il est en fait nécessaire d'aiguiser la conscience (politique) pour obtenir des succès syndicaux.³

Enfin, il est également intéressant d'examiner la manière dont les syndicats traitent leurs propres affilié·es lorsqu'il·elles expriment des sympathies envers l'extrême droite. En Belgique et en France, il existe des procédures d'incompatibilité qui peuvent conduire à l'exclusion. Dans les deux pays, cependant, une éventuelle exclusion est précédée d'une discussion avec l'affilié·e qui a alors la possibilité de revoir à la baisse son engagement au sein des partis d'extrême droite.

En Hongrie et en Pologne, les syndicats ne répondent pas à ces affilié·es. Les syndicats allemands et italiens occupent une position intermédiaire et se concentrent principalement sur la persuasion. Ils exposent ainsi la distinction entre les positions syndicales et les idées d'extrême droite.

Observations finales

La manière dont l'extrême droite tente de s'attirer la sympathie des travailleuses varie d'un pays à l'autre, en fonction notamment de la manière dont la représentation des travailleuses est organisée dans les entreprises. Par conséquent, la réponse des syndicats varie également. Malheureusement, aucun remède n'a été trouvé. Il n'en reste pas moins important que les syndicats – dans la mesure du possible – continuent à jouer leur rôle socio-politique à un niveau plus large. Cela vaut certainement pour la Flandre, où nous devons tout mettre en œuvre pour éviter une majorité absolue Vlaams Belang - N-VA en 2024. Cela nécessite, entre autres, une large mobilisation des syndicats et d'autres organisations de la société

civile. Dans cette optique, la CSC rejoint la coalition du 8 mai, qui tente de faire à nouveau du 8 mai (fin de la Seconde Guerre mondiale) un jour férié officiel et de relancer la lutte contre le fascisme.

La CSC ne manquera pas de se retrousser les manches pour informer et sensibiliser ses propres affilié·es aux dangers de l'extrême droite. Avec nos militant·es, nous voulons initier des formes de formation à la politisation comme stratégie pour contrer l'extrême droite. Nous rele- vons également le défi de toucher l'ensemble du personnel par le biais d'initiatives et de campagnes de communication ciblées. Il faut espérer!

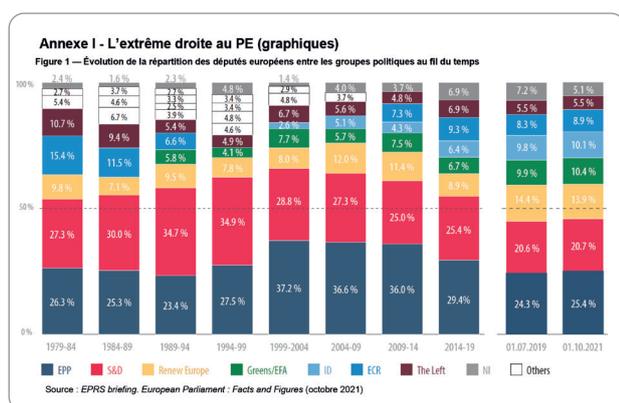
3 Ce chapitre a initialement été publié sous forme d'article dans la revue Démocratie
http://revue-democratie.be/images/articles-en-pdf/2022/decembre_22/1-avec_compression.pdf





L'extrême droite au **Parlement** européen

«La présence des partis et mouvements d'extrême droite au Parlement européen a considérablement augmenté au fil du temps»¹ analyse la CES dans une résolution de juin 2022. «Plus d'un député européen sur cinq appartient aujourd'hui à des partis/mouvements d'extrême droite et/ou à des groupes politiques comprenant des partis/mouvements d'extrême droite. Le groupe Identité et démocratie (ID) compte actuellement 65 députés européens. Le groupe Conservateurs et réformistes européens (ECR) compte actuellement 64 députés. Ce sont les cinquième et sixième plus grands groupes politiques du Parlement européen. En outre, plusieurs députés européens parmi les non-inscrits sont issus de partis et de mouvements d'extrême droite.»



Peu d'études existent à ce stade concernant la dimension spécifiquement européenne de l'extrême droite et la présence de ces partis à Bruxelles. Le rapport «La droite autoritaire a deux visages de l'Europe: les partis «anti-élites»

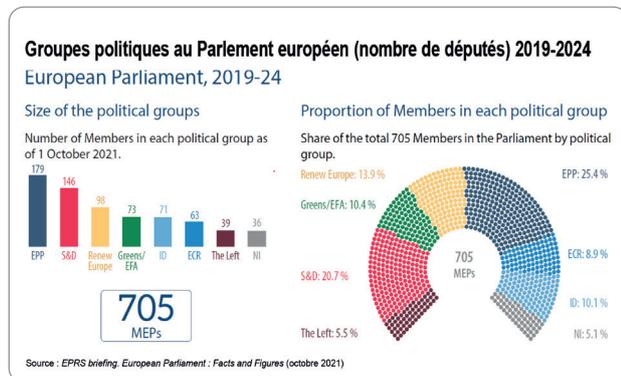
au service des intérêts des grandes entreprises»² réalisé par l'Observatoire européen des entreprises (CEO) avant les dernières élections européennes fait exception. Le CEO y constate en 2019: «Aucune des revendications de ces partis concernant le rejet de l'«élite» ne résiste à un examen approfondi. Comme le montre ce rapport, loin de rejeter l'«establishment», les hommes politiques de ces partis sont heureux de s'acoquiner avec les riches et les puissants ou avec les intérêts des entreprises, dans leur pays ou à l'étranger, pour obtenir des financements et un patronage politique. (...) Ces partis ne croient pas en de véritables démocraties dynamiques, malgré leur rhétorique de «pouvoir du peuple». Ils présentent plutôt une vision de l'avenir fondée sur le nationalisme, voire l'ultra-nationalisme, même si nombre d'entre eux ont récemment changé d'image de marque pour tenter d'atténuer leurs éléments racistes les plus inavouables et les plus extrêmes et d'élargir leur audience. De nombreux partis présentés dans ce rapport ne sont que trop heureux - malgré leurs programmes nationalistes - de coopérer avec le gouvernement russe et ses alliés, les intérêts chinois ou des personnalités américaines controversées, lorsque cela s'avère opportun.» Ils «exploitent (...) la rhétorique de la fin de la corruption, de la lutte contre les intérêts des «élites», de la reconquête de la dignité et de l'identité «nationales» et de la défense des droits des «gens ordinaires». Cependant, le contraste entre cette rhétorique et leurs actions réelles est saisissant. Des lois répressives au financement par l'argent noir, des scandales de corruption à l'enrichissement personnel, de la déréglementation des entreprises à l'évasion fiscale, la défense des intérêts des «élites» déguisée en défense des classes mécon-

1 <https://www.etuc.org/system/files/document/file2022-06/Adopted%20Resolution%20-%20FR%20-%20ETUC%20policy%20on%20countering%20the%20far-right%20in%20the%20European%20Parliament.pdf>

2 <https://corporateeurope.org/en/2019/05/europes-two-faced-authoritarian-right-anti-elite-parties-serving-big-business-interests>



tentes sont des caractéristiques déterminantes des partis de la droite autoritaire qui se développe en Europe.»³



Des recherches scientifiques critiques et approfondies sur le Parlement européen comme lieu de coordination de l'extrême droite font à notre connaissance encore défaut, et ceci alors que des figures de premier plan des partis d'extrême droite d'aujourd'hui y ont siégé pendant un temps considérable. Cela a été notamment le cas de Viktor Orbán, de Giorgia Meloni ou encore de Marine Le Pen ou de Matteo Salvini, à l'instar de nombreux autres acteurs de l'extrême droite institutionnelle européenne.

Des sites d'information critique de l'extrême droite comme «C4R»⁴ ou encore «Het Observatorium»⁵ qui a récemment dévoilé les tentatives importantes de coordination et d'union des différents courants politiques d'extrême droite européenne font l'exception. Une série de conférences ont eu lieu dès 2021, pour renforcer la coordination des partis d'extrême droite européens, préparées sans doute en très large partie à Bruxelles et autour du Parlement européen. «Double échec pour le Vlaams Belang - Troisième sommet européen d'extrême droite raté d'affilée»⁶ titrait Het Observatorium à la suite d'une conférence organisée dans la ville portuaire d'Anvers en juin 2022. L'article précisait: «La conférence internationale d'Anvers était la troisième tentative consécutive de vouloir accorder les violons de l'extrême droite européenne (émanant aussi bien du groupe d'ECR qu'ID). En juillet 2021, 15 partis d'extrême droite européens avaient annoncé en grande pompe qu'ils allaient «réformer profondément» l'Europe. Après l'échec du sommet de Varsovie en décembre 2021, ils ont fait une nouvelle tentative infructueuse à Madrid le 29 janvier (2021) dernier. Des partis importants comme Alternative für Deutschland

(Allemagne), Sverigedemokraterna (Suède) ou la Lega italienne ne s'y étaient pas présentés. (...) La situation a été encore pire à Anvers, alors qu'à Madrid, la présence de VOX avait permis la participation de deux premiers ministres européens à de la table, le Hongrois Viktor Orbán et le Polonais Mateusz Morawiecki. Le Vlaams Belang, hôte de cette rencontre a dû se contenter d'un message vidéo de la Française Marine Le Pen. Plusieurs autres partis d'extrême droite européens, tels que le PIS polonais, le VOX espagnol, la Lega italienne et le FPÖ autrichien, n'ont même pas fait le déplacement.»⁷



Le nouveau contexte géopolitique depuis la guerre en Ukraine a définitivement enterré ces tentatives d'union et de rassemblement. Entre des positions plus atlantiques, notamment au sein d'ECR et d'autres pro-Poutine, notamment du RN et de l'AFD au sein d'ID ou encore du Fidesz indépendant, il n'y avait plus d'entente immédiate possible.

À notre connaissance, peu ou pas d'analyse critique approfondie n'est disponible concernant les projets d'hégémonie culturelle et des formes de métapolitique que les acteurs de l'extrême droite européenne souhaitent mener au sein de l'UE. Les échanges entre politiques et intellectuels restent aussi peu analysés. Qu'ambitionnent des coopérations telles que celle qui existe entre Alain de Benoist, un des fondateurs de la Nouvelle Droite, qui «œuvre depuis des décennies à la destruction des digues qui séparent l'extrême droite de la droite et du reste du champ politique»⁸ et des intellectuels comme Mark Elchardus qui ont notamment travaillé ensemble pour un livre? De Benoist «fonde en 1968 avec des personnes partageant les mêmes idées le «GRECE», un groupe de réflexion néofasciste dont l'objectif est: la «révolution culturelle de droite». La «nouvelle droite» se veut moderne et intellectuelle, mais derrière cette façade se cachent des schémas de pensée antidémocratiques ou racistes bien connus»⁹.

3 <https://corporateeurope.org/en/2019/05/europes-two-faced-authoritarian-right-anti-elite-parties-serving-big-business-interests>

4 <https://www.radicalrightanalysis.com/>

5 <https://www.hetobservatorium.be/>

6 <https://www.hetobservatorium.be/2022/06/26/de-dubbele-flop-voor-het-vlaams-belang/> (via <https://twitter.com/HObservatorium/status/1540941805356781570>)

7 <https://www.hetobservatorium.be/>

8 <https://www.cairn.info/revue-du-crieur-2017-1-page-128.htm>

9 <https://www.youtube.com/watch?v=cEIVb7ltubI>



2. Évolution des droites extrêmes et populistes et des extrêmes droites européennes

L'ECR a été fondé autour du Mouvement pour la réforme européenne après les élections européennes de 2009, à l'initiative du chef du parti conservateur britannique David Cameron, essentiellement néolibéral à ce moment mais pas encore identitaire et xénophobe. Actuellement, le plus grand parti du groupe en nombre d'eurodéputés est le parti Droit et Justice (PiS) de Pologne. Ce changement d'influence pose aussi problème pour les autres parties qui étaient historiquement plus alignés sur les positions pro-marchés des conservateurs britanniques comme c'est le cas de la N-VA. Le **[graphique 1]** de VoteWatch¹⁰ Europe ci-dessous illustre ce phénomène.

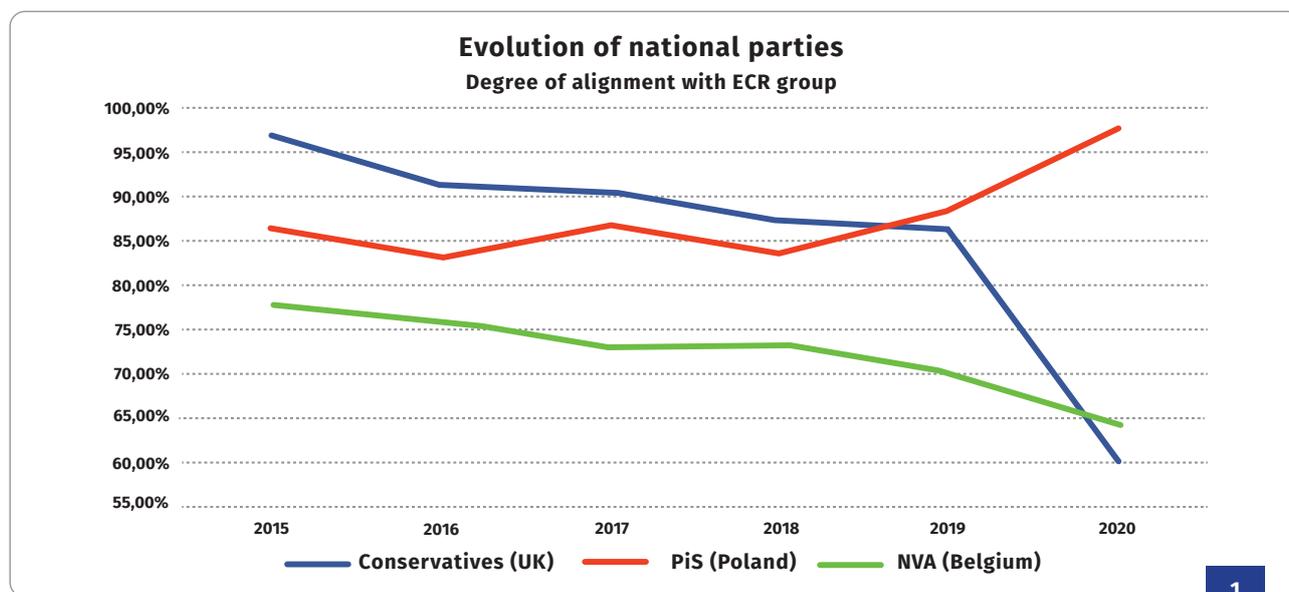
«L'ECR a été largement ignoré par les politologues, les journalistes et les autres décideurs politiques à Bruxelles» conclut une des seules publications scientifiques trouvées sur ce parti¹¹. La «Déclaration de Prague» était fondatrice pour ce parti. Elle énonce notamment les principes suivants dans son article 1: «La libre entreprise, le commerce et la concurrence libres et équitables, une réglementation minimale, une fiscalité réduite et un gouvernement restreint sont les catalyseurs ultimes de la liberté individuelle et de la prospérité personnelle et nationale.» D'un parti très néolibéral, il a évolué vers un parti de plus en plus identitaire, avec des composantes xénophobes et d'extrême droite, tout comme le Forum pour la liberté (NL), les Démocrates suédois (DW), VOX (ES) et les Frères d'Italie (IT).

Quant à ID, il a été fondé en juin 2019 en tant que groupe politique du Parlement européen de droite nationaliste et d'extrême droite auquel étaient affiliés notamment le RN (FR), l'AFD (DE), la Ligue (IT), le VVD (NL) et le Vlaams Belang (BE). Beaucoup moins néolibéral dans leur discours qu'ECR, ID présente une rhétorique sociale à l'instar des Non-identifiés au Parlement européen, qui n'appartiennent pas ou plus à des groupes comme les MEP de Fidesz d'Orban.

L'ID veut réduire considérablement l'influence de «Bruxelles» au sein de l'UE et redonner plus de compétences aux États membres. Ils veulent réformer l'Union «dans sa tête et dans ses membres, mais pas la détruire¹²», a déclaré Jörg Meuthen, l'ancien chef de faction de l'AFD. En outre, conformément à leur vision, le continent devrait être transformé en «forteresse» et il devrait y avoir une «protection puissante des frontières extérieures». Lors de la réunion de fondation, Salvini a déclaré qu'il envisageait une «internationale nationaliste», même si les positions des partis divergent.

Comportements de vote

Une analyse du comportement de vote de cette législature (2019 – 2024) permet de voir factuellement si la rhétorique sociale de l'extrême droite est consistante... Le vote sur l'«action commune pour le care (le soin)» **[Grahique 2]** est représentatif des votes sociaux, Une large majorité a



1

¹⁰ <https://www.votewatch.eu/blog/european-parliament-current-and-future-dynamics/>

¹¹ Scilit | Article - The European Conservatives and Reformists (ECR)

¹² https://de.wikipedia.org/wiki/Fraktion_Identit%C3%A4t_und_Demokratie



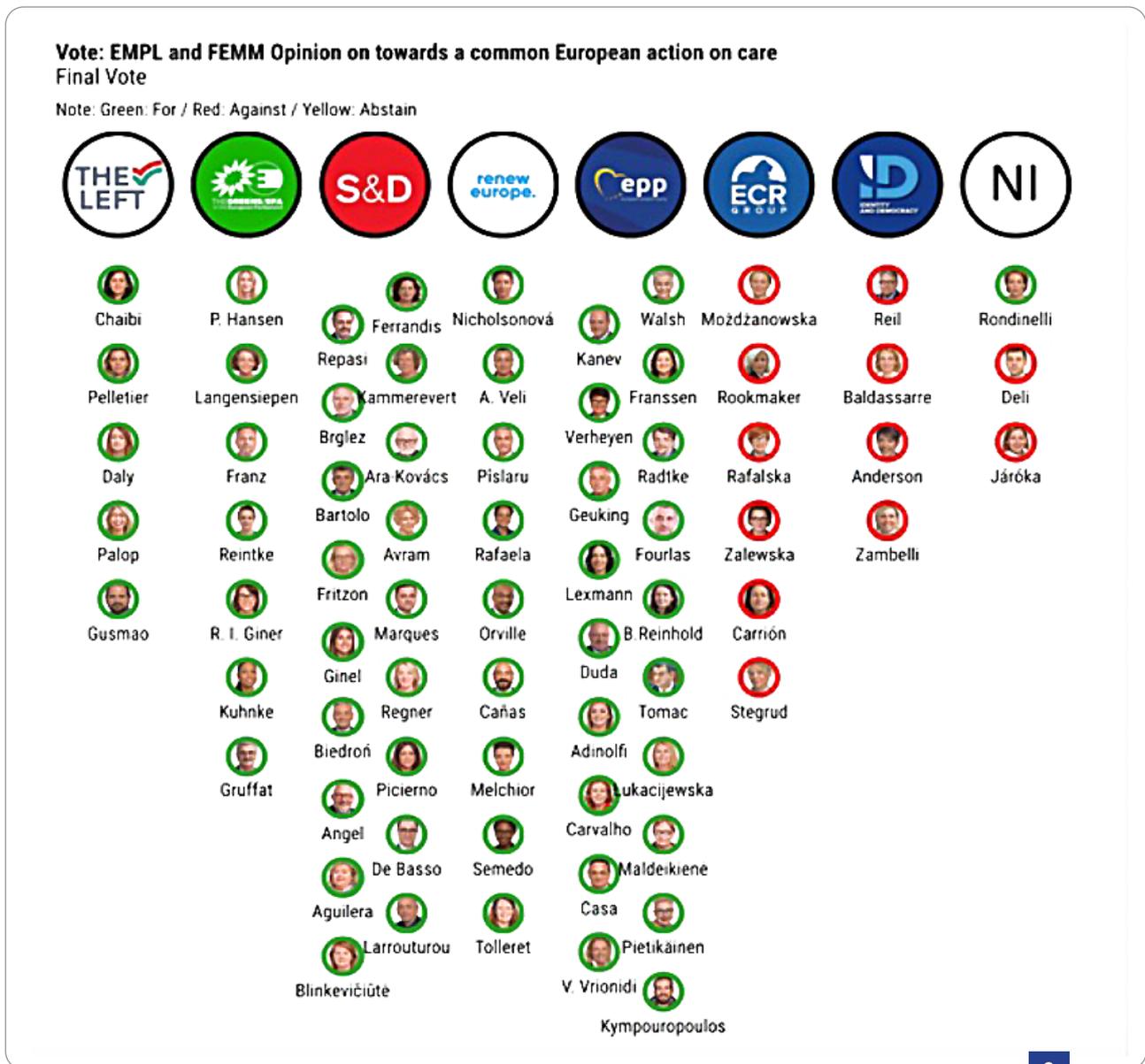
approuvé le rapport, aussi bien en commission Emploi qu' en commission Genre et en plénière. Seuls les MEP, ECR, ID et NI y étaient clairement opposés

Comme le montre par ailleurs l'analyse «L'Europe, l'égalité et la transition juste»¹³ réalisée par VoteWatch Europe à la demande du front syndical belge et du BAPN en 2022, les comportements lors des principaux votes sociaux en plénière, pour la première moitié de la législature 2019-2024, ont été très semblables entre les députés européens belges: à savoir un soutien large des MEP de la gauche

et du centre et une opposition de celles et ceux de la droite extrême et de l'extrême droite, l'ECR et l'ID en l'occurrence, tout comme les députés belges de la NVA et du Vlaams Belang.

Le vote sur le rapport concernant la pauvreté au travail, le montre aussi de manière très claire. **[Grahique 3]**

Le vote le plus important qui a eu lieu pendant cette législature en matière sociale est sans nul doute le vote relatif à la directive salaire minimum. Le «pattern» du compor-



13 https://twitter.com/acv_csc_europe/status/1541390075908472832



tement de vote des MEP belges est encore une fois le même, à savoir un large soutien à l'exception de la NVA et du Vlaams Belang [Grahique 4]. L'opposition de la NVA a un tel projet ne peut pas ou du moins que très peu surprendre. Pour le Vlaams Belang cela peut être plus étonnant, car cela ne correspond pas à son discours davantage social. Derrière la rhétorique, il y a pour le Vlaams Belang un autre comportement de vote.



Des votes clés concernant la souveraineté digitale – comme le vote sur le DSA, la principale pièce législative de la régulation des GAFAM de cette législature – indiquent davantage à quel point les partis d'extrême droite et de droite extrême ne votent pas en faveur de leurs populations, qui sont mises à mal par les conglomerats de Big Tech [Grahique 5].

Des résultats de votes très semblables sont aussi observés lors des votes qui concernent des politiques d'égalité et de non-discrimination [Grahique 6].

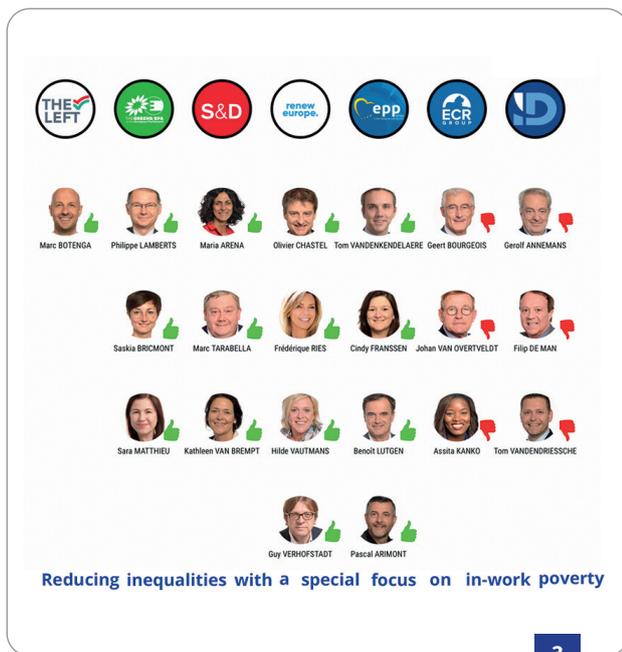
Pour les votes en matière économique, de marché intérieur et de commerce, les lignes de fracture au sein des groupes du Parlement européen sont souvent semblables. Ci-dessous, un vote important en matière d'harmonisation fiscale, lors duquel la NVA et le Vlaams Belang ont

soutenu les manœuvres du Fidesz d'Orban [Grahique 7].

Ce qui peut inquiéter davantage, c'est le manque de respect à l'égard de la démocratie exprimé par certaines formations à l'extrême droite¹⁴, notamment par leur opposition à l'«espace civique» alors même que cet espace permet à la société civile de jouer pleinement son rôle au sein d'une société démocratique [Grahique 8].

Ceci se confirme également quand on analyse le comportement de vote de certaines composantes d'ID, notamment dans le contexte de la guerre en Ukraine. On peut constater qu'en décembre 2022, une large partie d'ID a voté contre une résolution pour la protection de l'organisation russe des droits humains Memorial [Grahique 9]. Celle-ci a pour objectif la «préservation de la mémoire des victimes du pouvoir soviétique, notamment stalinien, mais aussi d'exactions plus récentes commises en Russie comme en Tchétchénie. Son origine remonte à la période de la Perestroïka, où elle organise une assistance aux prisonniers politiques, victimes du régime soviétique»¹⁵.

Pire encore, certains comme l'AfD ou le RN se sont opposés à une résolution dénonçant les violations de droits



14 https://twitter.com/acv_csc_europe/status/1524338117884448769
 15 <https://fr.wikipedia.org/wiki/Memorial>

European Trade Union e-action of ACV-CSC-Belgium @acv_csc_europe

Key file - #DigitalServicesAct #DSA - as #trilogues go into the 3rd round (15/3), @VoteWatchEurope & see how BE #MEPs voted earlier on the @SchaldemoseMEP report in the @Europarl (20/1) - peplevsbig.tech - broad support, against only #NVA-#ECR and #VlaamsBelang-#ID

Digital Services Act
Vote: DSA commission proposal (20/01/2022)
Voting behaviour of Belgian MEPs by political groups
Note: Green: For / Red: Against / Yellow: Abstain / Grey: Not voting

PeopleVsBigTech and 9 others

5

European Trade Union e-action of ACV-CSC... @acv_csc_eu... - 3 min

#EU #GenderPayGap won't end until 2104 without #action - key vote at next week's @Europarl #plenary - @tuc.cecs calls for further strong support for #GenderPayTransparency after the #EMPL and #FEMM committee vote (see hereunder) - @VoteWatchEurope for #EqualPay next week

European Trade Union e-action of ACV-CSC... @acv_csc_eu... - Mar 28

Joint #EMPL, #FEMM opinion on the #EqualPayTransparency initiative - @VoteWatchEurope and have a look at the positions in the @Europarl #plenary, #EMPL, #FEMM (17/3/22) - very large support, except from #ECR (-), #ID (-) - more and further strong engagement for #Equalpay now needed

Belga News Agency et 9 autres personnes

6

Pinned Tweet

European Trade Union e-action of ACV-CSC... @acv_csc_eu... - 17h

Supporting Victor #Orban's #HO gov which blocks a global minimum #corporate #tax deal of even 15%, impossible? It's not: #NVA & #VlaamsBelang voting in support of #EU gov and against the most immediate people's interests at last @Europarl_EN plenary

Vote: On national vetoes to undermine the global tax deal (motion for resolution)
Voting behaviour of Belgian MEPs by political groups
Green: For / Red: Against / Yellow: Abstain / Grey: Not voting

EUROPEAN TRADE UNIONS and 9 others

7

European Trade Union e-action of ACV... @acv_c... - May 11, 2022

Only 3.1% of the world's population lives in countries with open civic space" @CIVICUSalliance Monitor 2022 - @VotewatchEurope on the recent @europarl report on shrinking civic space - strong support to protect civic space, apart from ECR (BE:NVA) and ID (BE:Vlaams Belang)

EUROPEAN TRADE UNIONS and 9 others

8

European Trade Union e-action of ACV... @acv_c... - May 11, 2022

While "only 3.1% of the world's population lives in countries with open civic space" (@CIVICUSalliance), @VotewatchEurope on the @europarl @donath_anna report on shrinking civic space - 100 % of the far right ID MEP were against the measures to protect civic space, beware!

9

Human rights violations by private military and security companies, particularly the Wagner Group - Joint motion for resolution (as a whole)
For 589, Against 46, Abstentions 49, Non voters 0 (adopted - 25.11.2021)

10



humains par les milices Wagner et ceci à 3 mois de la guerre en Ukraine [Grahique 10].

Finalement, ce qui peut paraître encore plus étonnant pour des partis avec une proximité avec les thèses du «grand

remplacement», c'est de ne pas soutenir les politiques qui proposent des solutions structurelles aux conflits internationaux, comme le démontre le vote concernant un rapport de «Promotion de la stabilité régionale et de la sécurité dans le Moyen Orient» [Grahique 11].

2. Politique de la CES sur la lutte contre l'extrême droite au Parlement européen

Dans un tel contexte, la position de la CES est claire, comme l'indique sa résolution de juin 2022 qui précise ceci: «Conformément à ses principes et valeurs fondateurs, tels que définis dans ses statuts, ainsi qu'à la feuille de route de la CES, «Élaborer la réponse syndicale face à la montée de l'extrême droite», la CES réaffirme son engagement à contrer l'extrême droite au niveau européen et au Parlement européen. La CES s'engage à contester les messages d'extrême droite et à éviter toute action susceptible de promouvoir les députés européens, les partis et les mouvements d'extrême droite. La CES s'engage à ne pas avoir de relations/contacts avec les députés européens, partis et mouvements d'extrême droite et à ne pas les inviter à participer à des initiatives syndicales. Au début de chaque législature, la CES discute avec ses affiliés de la situation au Parlement européen en ce qui concerne l'extrême droite et évalue la nécessité d'adapter les termes spécifiques de l'approche en conséquence.

Pour cette législature (2019-2024), la CES s'est engagée à:

- avoir une relation avec les 5 groupes «démocratiques/pro-européens» et leurs eurodéputés (Gauche, Verts/ALE, S&D, RE, PPE) et avec les eurodéputés indépendants non issus des partis d'extrême droite. Les députés européens de ces groupes sont également les composantes de l'intergroupe syndical au Parlement européen;
- n'avoir aucune relation/contact avec les députés européens du groupe CRE. Une exception peut être faite dans les cas limités où le député CRE occupe un poste officiel au PE (par exemple, président de commission, rapporteur pour un rapport/une résolution) dans lequel l'engagement pour défendre les intérêts des travailleurs et des syndicats est nécessaire;
- n'avoir aucune relation/contact avec les députés du groupe ID;
- n'avoir aucune relation/contact avec les députés européens non-inscrits des partis et mouvements «d'extrême droite.»¹⁶

¹⁶ <https://www.etuc.org/system/files/document/file2022-06/Adopted%20Resolution%20-%20FR%20-%20ETUC%20policy%20on%20countering%20the%20far-right%20in%20the%20European%20Parliament.pdf>





L'extrême droite et les syndicats en **Belgique**

1. L'extrême droite dans le paysage politique belge

Depuis 2019, la plupart des élections et le paysage politique belge se caractérisent par un accroissement de l'importance et de la portée de l'extrême droite. Lors des dernières élections, le Vlaams Belang a obtenu 19% des voix en Flandre. Il a progressé au détriment de la N-VA, parti nationaliste conservateur et de droite libérale, qui a reculé en nombre de voix, passant de 33% en 2014 à 25% en 2019.

L'extrême droite a des antécédents historiques en Belgique avec le Vlaams Nationalistische Verbond (Ligue nationaliste flamande), qui s'est aventuré dans les eaux de l'extrême droite dans les années 1930, et le mouvement Rex, actif en Belgique francophone. Ces deux partis ont collaboré avec l'occupant allemand pendant la Seconde Guerre mondiale. Après la guerre, l'extrême droite disparaît du paysage politique belge pendant plus de 30 ans. Elle ne réapparaît qu'au début des années 1980. En 1978, le parti démocratique nationaliste flamand Volksunie s'est scindé car une faction plus radicale était en désaccord avec le Pacte d'Egmont, étape du processus de fédéralisation de la Belgique. Elle estimait que ce pacte n'allait pas assez loin. Ce groupe nationaliste flamand radical fonde le Vlaams Blok. À partir du début des années 1980, il se profile de plus en plus comme un parti anti-migration et anti-islam. Une première percée électorale majeure a eu lieu lors des élections de 1991, le fameux «dimanche noir», lorsque le Vlaams Blok a franchi le seuil des 10% de voix. Avec son programme en 70 points de 1992, le Vlaams Belang a d'abord fait campagne pour refuser l'intégration des migrants, demander le retour de tous les migrants non européens dans leur pays d'origine et limiter l'accès à l'emploi, au logement et à l'Etat-providence à son «propre peuple».

Parmi ses revendications, figurent également l'exigence nationaliste flamande de l'indépendance de la Flandre et la fin des transferts fiscaux vers la Wallonie. En 2004, des organisations de défense des droits humains ont intenté une action en justice contre le Vlaams Blok, qui a été condamné en vertu de la loi contre le racisme. Le Vlaams Blok a non seulement dû payer une amende, mais plus concrètement, il a aussi été exclu du système de financement des partis. Le Vlaams Blok a alors été dissous pour créer un nouveau parti, le Vlaams Belang.

En Belgique francophone, hormis le succès éphémère et limité du Front national, l'extrême droite n'a pas connu de percée. Plusieurs explications sont avancées pour expliquer ces différences entre les deux Régions. Tout d'abord, l'extrême droite est ancrée dans le nationalisme flamand, qui est l'un des quatre mouvements politiques établis en Flandre depuis un siècle et demi, aux côtés des démocrates-chrétiens, des socialistes et des libéraux. Autre explication : le renforcement du cordon sanitaire dans les médias et la presse francophones qui ont empêché l'extrême droite de s'exprimer. Une autre explication encore concerne le PS qui, contrairement au parti socialiste en Flandre et dans de nombreux autres pays européens, n'a pas emprunté la «troisième voie» mais a opté pour une orientation économique de gauche et a donc continué à bénéficier de la confiance des travailleurs. En 1991, la FGTB comptait parmi ses affiliés de nombreux électeurs (jusqu'à 19%) qui étaient passés du SP au Vlaams Blok de l'époque. Le caractère d'extrême droite du Vlaams Blok se traduit non seulement par son attitude d'opposition à l'immigration et aux étrangers mais aussi par ses visions autoritaires et



traditionnalistes. Longtemps, le Vlaams Blok/Vlaams Belang s'est distingué par des déclarations qui confirmaient les rôles traditionnels de l'homme et de la femme. Ils ont pris position contre l'avortement et les mariages homosexuels. Ces dernières années, surtout depuis la présidence de Tom Van Grieken, ils ne s'opposent plus ouvertement au consensus social sur les hommes/femmes et les relations entre les sexes. Ils entendent toutefois protéger les traditions, l'identité et la culture flamandes et notamment conserver le Zwarte Piet tant décrié. Récemment, le Vlaams Belang et Tom Van Grieken sont entrés en guerre contre un nouvel ennemi, le «wokisme», à savoir les mouvements émancipateurs antiracistes et féministes qui défendent la justice sociale et s'opposent à la discrimination fondée non seulement sur la classe, mais aussi sur l'appartenance ethnique et le sexe. Le Vlaams Belang, et Flip De Winter en particulier, avaient des liens étroits

avec Poutine et la Russie jusqu'à récemment. Avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la position pro-russe est moins ouvertement affichée. Le Vlaams Belang est membre du groupe ID au Parlement européen mais, contrairement à ses partenaires au sein du groupe, il ne conteste pas activement et publiquement le soutien dont bénéficie l'UE en Flandre. Au sein du Parlement européen, il vote toujours contre «plus» d'Europe, que ce soit sur le plan économique ou social, et surtout contre une Europe plus solidaire. Par exemple, il a voté contre le salaire minimum européen, mais il est favorable à un salaire minimum flamand.

Initialement, le Vlaams Blok n'avait pas non plus d'institutions démocratiques internes. Le président n'était pas élu mais désigné. Ces dernières années, il a toutefois évolué vers une démocratisation de ses institutions internes.

2. L'extrême droite et ses stratégies et interventions en matière de travail et de politique sociale

D'emblée, le Vlaams Blok s'est identifié comme un parti de travailleurs. Ainsi, il a organisé ses propres célébrations du 1^{er} mai pratiquement dès les premières années. Il s'est toutefois opposé au syndicat et aux actions syndicales («Staken schaad, werken baat!») et s'est surtout prononcé en faveur des valeurs nationales conservatrices de la famille et du travail. Il mène une politique économique de droite. Entre 2005 et 2010, il a pris un virage socioéconomique plus à gauche. Il reste néanmoins très opposé aux syndicats, surtout en réaction aux stratégies des syndicats visant à exclure l'extrême droite de leurs rangs (cf. infra). En 2010, le député du Vlaams Belang, Rob Verreyken, a publié «Vakbondistan», dénonçant la position monopolistique des syndicats, qui font partie de l'establishment et ne défendent plus les intérêts de leur (propre) peuple. Le Vlaams Belang a ensuite créé une cellule syndicale interne et son propre syndicat, le Vlaamse Solidaire Vakbond² (2011), qui s'est préparé à participer aux élections sociales de 2012. Celles-ci furent un échec car il n'a pas atteint le seuil requis (minimum 50.000 affiliés) pour participer aux élections. La stratégie consistant à miser sur son propre syndicat a donc été abandonnée.

À partir de 2005, nous ne pouvons dissocier ces positions, économiquement plus à gauche, de la mon-

tée en puissance de la NVA qui s'est positionnée, au sein du mouvement nationaliste flamand, comme étant économiquement de droite et libérale. Le Vlaams Belang a réagi en adoptant une position plus populiste et plus protectrice sur le plan social. Il préconise désormais l'abaissement de l'âge de la pension de 67 à 65 ans et une pension minimale de 1.500 euros, basée sur les cotisations versées au système de pension en années prestées (lire : «Voor autochtone Vlamingen of eigen volk en niet voor vluchtelingen of migranten³»). Le Vlaams Belang s'oppose plus particulièrement au dumping social pratiqué par les étrangers, qui menace les emplois des Flamands autochtones, en raison de la concurrence avec les travailleurs détachés d'Europe de l'Est ou de la délocalisation d'activités économiques à l'étranger. Dans l'analyse du Vlaams Belang, cette menace se manifeste principalement dans les secteurs du transport et de l'automobile. La stratégie du Vlaams Belang consiste donc à mener des actions sur le lieu de travail dans ces secteurs. En 2012, le Vlaams Belang a fait campagne contre la fermeture de Ford Genk dans le Limbourg. Il critiquait la décision de délocaliser les emplois du Limbourg, mais pas les mauvaises pratiques d'une multinationale ou les excès du système capitaliste, en tant que cause de la fermeture. Tom Van Grieken et le Vlaams Belang ont mené une campagne en distri-

1 NdT : «La grève nuit, le travail profite»

2 NdT : Le Syndicat solidaire flamand

3 NdT : «Pour les Flamands autochtones ou pour notre peuple et non pour les réfugiés ou les migrants»



buant des tracts aux portes de DAF Trucks à Westerlo en 2015 sous le slogan «*Sauvez les emplois flamands*».

Le Vlaams Belang a dû abandonner sa stratégie d'accès direct au lieu de travail, avec son propre syndicat, mais il continue de s'adresser directement aux travailleurs sur ses réseaux sociaux. Il est le parti belge qui y consacre

le plus gros budget. Selon les témoins de la CSC et de la centrale ACV-CSC Metea interrogés dans le cadre de l'étude «*Plus de démocratie, pas de racisme sur le lieu de travail*», les jeunes militants sont particulièrement sensibles au discours d'extrême droite que le Vlaams Belang véhicule sur les réseaux sociaux et à celui des jeunes extrémistes du parti (Schild en Vrienden).

Stratégies des syndicats à l'égard de l'extrême droite

Depuis les années 1980, les trois syndicats belges ont instauré une procédure d'exclusion des affiliés d'extrême droite. L'exercice du droit de vote étant secret en Belgique, il s'agit d'affiliés des syndicats qui se sont inscrits sur les listes électorales du Vlaams Belang pour les élections communales, provinciales, régionales ou fédérales. Les auteurs de l'étude «*Plus de démocratie, pas de racisme sur le lieu de travail*» considèrent que les syndicats belges et leurs procédures institutionnalisées de screening des affiliés pour savoir s'ils appartiennent à un parti d'extrême droite ainsi que le cordon sanitaire autour de l'extrême droite sont uniques au sein du mouvement syndical des six pays étudiés. Ils lient également cette rectitude à la position monopolistique des syndicats, qui ne doivent craindre la concurrence d'aucune autre organisation syndicale.

Ces procédures d'exclusion des affiliés de partis ouvertement d'extrême droite n'empêchent pas certains affiliés des syndicats de manifester leur sympathie pour l'extrême droite ou de voter pour ces partis. Par exemple, l'un des témoins interrogés par la CSC a déclaré qu'il estimait entre 25 et 30% le nombre de travailleurs de DAF Trucks Westerlo qui votent pour le Vlaams Belang. Une grande partie est donc syndiquée. Lors des formations, les formateurs de la CSC sont régulièrement confrontés à de nouveaux militants plus jeunes qui adoptent l'idéologie xénophobe et raciste de l'extrême droite.

Outre les procédures d'exclusion institutionnalisées, les syndicats belges ont déployé d'autres stratégies dans la lutte contre l'extrême droite. Depuis les années 1990, mais surtout ces derniers temps, les syndicats ont toujours été positivement associés à des alliances avec d'autres acteurs de la société civile dans la lutte contre le racisme, comme Hand in Hand, et à des coalitions antifascistes comme la récente «Coalition du 8 mai».

Parallèlement, dans les années 1990, la principale stratégie consistait à «démasker» les positions socioéconomiques moins connues du Vlaams Belang en les rendant publiques auprès des affiliés des syndicats, du grand public et des travailleurs. Au cours de ces années, plusieurs publications et initiatives ont vu le jour, surtout à la FGTB, comme le Blokwatch et la publication «*Wat u moet weten over het Vlaams Belang*»⁴ de Marc Spruyt, ainsi que les publications du président du pendant flamand de la FGTB, Bruno Verlaeck, et de Norbert Van Overloop, qui démasquaient le Vlaams Belang comme un parti favorable notamment aux entreprises, à l'augmentation des heures supplémentaires, au relèvement de l'âge de la pension, à l'abolition de l'indexation des salaires, à l'allongement de la carrière et à une plus grande flexibilité. Le message adressé aux travailleurs et aux affiliés des syndicats était clair : le Vlaams Belang ne défend pas vos intérêts et l'extrême droite n'est pas la solution. La CSC s'est également concentrée sur cette stratégie de démasquage dans ses activités de formation. Au cours des décennies suivantes, face à la montée de la N-VA, les formations de la CSC ont mis l'accent sur le programme socioéconomique de droite et antisyndical de la N-VA, qui constitue une menace directe pour les travailleurs.

Plus récemment, avec la résurgence de l'extrême droite, la formation de base des militants prévoit des débats sur l'extrême droite, le populisme, les théories du complot et la désinformation ou les «*fake news*». Outre la formation de base pendant 4 ans (5 jours par an) pour les nouveaux représentants des travailleurs, des événements spécifiques et de courtes formations et séances d'information et de sensibilisation sur l'extrême droite sont organisés pour tous les militants. Du matériel a également été créé et distribué sur la (le virage à) droite. Les auteurs de «*Plus de démocratie, pas de racisme sur le lieu de travail*» soulignent les faiblesses de cette stratégie : la formation ne

4 NdT : «*Ce que vous devez savoir sur le Vlaams Belang*»



s'adresse pas à tous les travailleurs (comme dans d'autres pays étudiés) ni à tous les militants.

Parallèlement, la CSC promeut une campagne portant sur le racisme et la diversité sur le lieu de travail. Les conseillers en diversité accompagnent les comités de militants autour de cette problématique sur le lieu de travail. L'étude révèle que des entreprises comme DAF Trucks se sont diversifiées en un temps relativement court, passant en dix ans de 5% de travailleurs d'origine étrangère à 25% ou 30% d'origine étrangère ou «immigrée». Comme l'indique le témoin de DAF Trucks interrogé, ces changements s'accompagnent de frustrations et de tensions nécessaires; il faut s'adapter culturellement par exemple pour la nourriture proposée à la cantine (du porc au poulet), sans oublier les malentendus linguistiques qui en découlent. Dans ce contexte, la CSC met l'accent sur une communication qui vise la cohésion. Écouter les vraies préoccupations des affiliés concernant leur emploi, leur

revenu et leur protection sociale et engager un véritable dialogue sur le lieu de travail avec les délégués pour comprendre que, à la lumière de ces préoccupations, l'extrême droite n'est pas la solution. Un tel dialogue approfondi n'est toutefois possible qu'en face-à-face et non sur les réseaux sociaux.

Les auteurs de l'étude notent une certaine tension entre la stratégie préconisée par les formateurs et celle des permanents syndicaux et des délégués sur le terrain. Alors que les premiers optent pour un rôle syndical de lutte contre le racisme explicite et une opposition à l'extrême droite, les seconds considèrent plutôt le syndicat comme un facteur de cohésion et un médiateur entre tous les travailleurs sur le lieu de travail. Ils ne sont donc pas favorables à ce que le syndicat prenne des positions politiques explicites et considèrent que son rôle est avant tout de porter les revendications collectives et de défendre les droits sociaux.





L'extrême droite et les syndicats aux **Pays-Bas**

1. L'extrême droite dans le paysage politique néerlandais

En mars 2021, lors des dernières élections de la 2^e chambre, le VVD, le parti de droite libérale, était le premier parti avec 22% des voix. Le deuxième parti en importance était le parti des libéraux de gauche D66 qui a remporté 15% des voix. Le troisième parti en nombre de voix était le PVV, parti d'extrême droite, avec 11% des voix. Le parti chrétien-démocrate CDA a obtenu 9,5%, le parti de la gauche radicale SP 6%, le parti travailliste social-démocrate PVDA 6% et GroenLinks (parti de la gauche écologiste) 5%. ChristenUnie, parti chrétien-démocrate plus petit, a obtenu 5% des voix. Ce parti est membre du Parti populaire européen, tout comme le CDA. Le parti protestant chrétien SGP (Staatkundig Gereformeerde Partij), qui fait partie du groupe conservateur CRE, a obtenu 2%. Le Forum voor democratie (Forum pour la démocratie), parti d'extrême droite, a également remporté 5% des voix. À la suite de ces élections et la formation du gouvernement qui a duré 247 jours, les deux partis libéraux, le VVD et le D66, ainsi que le CDA et ChristenUnie (CU) ont conclu un accord de coalition pour former le nouveau gouvernement néerlandais ; le gouvernement Rutte IV.

Aux Pays-Bas comme en Belgique, le paysage politique était constitué au siècle dernier de trois courants politiques : les courants chrétien-démocrate, libéral et socialiste. Le courant libéral se décompose dès les années 1960 en une aile politique gauche-libérale (D66) et une aile droite-libérale (VVD). À gauche, en plus du parti travailliste socialiste, le SP de gauche radicale et GroenLinks ont rejoint le parlement néerlandais depuis les années 1990. Lors de sa création en 1980, le CDA n'a pas pu réunir tous les partis d'idéologie chrétienne. Deux petits partis poli-

tiques de la mouvance protestante réformée ont continué à exister séparément. Il s'agit de la ChristenUnie, que l'on peut considérer d'un point de vue socioculturel comme conservatrice mais d'un point de vue socio-économique comme plutôt progressiste, et le Staatkundig Gereformeerde Partij, que l'on peut considérer comme de droite sur le plan des valeurs économiques et socioculturelles (voir infra).

L'extrême droite ou la droite radicale est née au début de ce siècle, suite à l'apparition politique du flamboyant Pim Fortuyn qui a mis au premier plan la politique la gestion publique inefficace, la sécurité, l'intégration et l'immigration. Après l'assassinat de Pim Fortuyn en 2002, la Lijst Pim Fortuyn a remporté une victoire électorale majeure, démontrant le potentiel électoral du radicalisme de droite et du populisme dans la politique néerlandaise. Alors que le LPF en tant que parti est tombé dans l'oubli les années suivantes, le PVV de Geert Wilders n'a cessé de progresser à partir de 2006. Geert Wilders est surtout connu pour son aversion extrême à l'égard de l'Islam et pour son activisme anti-islam. Geert Wilders considère l'islam non pas comme une religion mais comme une idéologie politique violente. Après avoir reçu des menaces de mort de la part d'extrémistes musulmans, il a vécu pendant des années dans des maisons sécurisées, sous la surveillance constante de la police. Le PVV est xénophobe non seulement envers les migrants musulmans, mais aussi envers les travailleurs mobiles d'Europe de l'Est. Ainsi, le PVV s'est fait remarquer en 2015 en créant son Meldpunt (ligne d'urgence) pour les plaintes concernant les citoyens polonais, roumains et bulgares aux Pays-Bas. Le programme



du parti est nettement exclusif et nationaliste. L'arrêt de l'asile et le refus des migrants musulmans figurent dans leur programme électoral 2021-2025. Le PVV considère que l'État-providence est réservé uniquement au peuple néerlandais. Le PVV dénonce la société multiculturelle («*multi-kulti*») et la diversité. Il préconise d'ancrer la culture judéo-chrétienne et humaniste dans la Constitution. Il s'exprime peu sur les relations homme/femme et les rôles genrés, mais beaucoup plus sur la protection des traditions, de l'identité et de la culture propres aux Pays-Bas, comme le maintien du Zwarte Piet (père Fouettard) qui a déjà fait couler beaucoup d'encre. Le PVV est eurosceptique et préfère un Nexit. Les Pays-Bas seraient bien avisés de renoncer à l'euro. Le parti est favorable à la souveraineté néerlandaise. Il ne veut pas dépenser des milliards pour des pays étrangers. Suite à l'invasion russe en Ukraine, le PVV est devenu moins pro-russe.

Le PVV opte pour le «réalisme climatique» et s'oppose au Green Deal européen et à l'accord de Paris sur le climat. Le parti n'a aucun fonctionnement démocratique interne. C'est un parti sans membres et sans prise de décision démocratique en interne. Il est favorable à des formes de démocratie directe telles que les référendums et très cri-

tique à l'égard de la classe politique. Dans la vie politique néerlandaise, il n'existe pas de cordon sanitaire. Le PVV participe au travail parlementaire et législatif normal et obtient le soutien d'autres partis pour certaines de ses propositions de loi.

Depuis 2015, le Forum voor Democratie de Thierry Baudet a renforcé le front des partis d'extrême droite, avec un discours et une pratique encore plus extrêmes que le PVV. Le Forum veut mettre fin à la coopération au développement et aux subventions aux ONG. Il n'est pas seulement climato-réaliste mais aussi climato-sceptique et nie le consensus scientifique sur le changement climatique. Le FvD investit beaucoup moins dans le travail parlementaire régulier ; il utilise le parlement plutôt comme une plateforme d'activisme anti-élitiste et de perturbation. Récemment, et depuis la crise du Covid-19, Thierry Baudet s'est révélé être un partisan des conspirations mondiales mises en place par des élites comme le FEM, George Soros, Bill Gates, des reptiles se faisant passer pour des humains.

Au Parlement européen, le FvD a quitté en 2022 le groupe ID, qu'il juge trop belliciste et pro-russe.

2. L'extrême droite et ses stratégies et interventions à l'égard de l'emploi et de la politique sociale

La principale différence entre le FvD et le PVV réside dans leur attitude à l'égard de l'emploi et de la politique sociale. Le PVV préconise un programme politique presque social-démocrate, axé sur le maintien de l'État-providence et le renforcement des soins. Le parti plaide pour une politique de logement social, des pensions décentes et l'abaissement de l'âge de la pension. Les travailleurs ont droit à un salaire juste et à des droits au travail. Le PVV n'a

pas d'attitude négative à l'égard des syndicats et des actions syndicales. Le PVV est également très présent dans les médias avec son programme de politique sociale. Il s'engage très explicitement en faveur du bien-être des animaux. Le FvD défend une politique plus de droite et plaide pour des impôts faibles, des pouvoirs publics plus réduits, moins de réglementation et une réduction des prestations sociales.

3. Les syndicats et la représentation des travailleurs aux Pays-Bas

Les Pays-Bas comptent trois confédérations syndicales affiliées à la CES et à la CSI. La FNV (Federatie Nederlandse Vakbeweging), née en 1976 de la fusion du syndicat socialiste NVV et du syndicat catholique NKV, est le plus grand syndicat avec environ 1 million d'affiliés. Les cinq principaux syndicats de la FNV ont fusionné en 2015 pour former une FNV indivise. Par conséquent, la FNV est désormais essentiellement une organisation syndicale comptant 800 000 affiliés individuels, mais aussi une confédération

syndicale regroupant 13 syndicats sectoriels affiliés à la FNV (dont les syndicats de la police et des journalistes). La CNV (Christelijk Nationaal Vakverbond), la deuxième confédération avec environ 255 000 affiliés, est née au début du XX^e siècle en tant que syndicat chrétien dans les milieux protestants réformés. La CNV compte huit syndicats affiliés. CNV Connectief est la principale organisation syndicale du secteur public avec 120 000 affiliés et CNV



Vakmensen est la principale organisation syndicale du secteur privé comptant 135 000 affiliés.

La VCP, qui compte 135 000 affiliés, est une confédération syndicale regroupant 50 syndicats individuels, principalement des cadres et des professionnels des secteurs public et privé. Outre les trois confédérations syndicales, il existe également un certain nombre de syndicats sectoriels indépendants, issus principalement du secteur public, qui regroupent 188.200 affiliés.

En 2019, les Pays-Bas comptaient 1,6 million de syndiqués, dont une bonne partie (17,6%) étaient des pensionnés. Le taux de syndicalisation de la population active était de 18,4%.

Les trois confédérations syndicales sont politiquement indépendantes. La FNV a cependant des affinités avec les partis du bloc de gauche (PvdA, SP, GroenLinks) tandis que

la CNV a des affinités avec les partis démocrates-chrétiens (CDA, CU, SGP). Aux Pays-Bas, 91% des travailleurs sont couverts par des conventions collectives. La majorité d'entre elles sont des conventions collectives sectorielles, qui sont généralement déclarées contraignantes. Le dialogue social national se déroule au sein du Conseil social et économique tripartite et de la Stichting van de Arbeid (Fondation du travail) bipartite. Les travailleurs sont représentés sur le lieu de travail par l'intermédiaire du conseil d'entreprise, qui est obligatoire dans toutes les entreprises qui occupent au moins cinquante travailleurs. Le conseil d'entreprise est l'organe de concertation qui se penche non seulement sur les questions financières, économiques et sociales, mais aussi sur la sécurité et la santé. Les membres du conseil d'entreprise représentent l'ensemble des travailleurs et sont élus parmi les membres du personnel, et pas seulement parmi les travailleurs syndiqués.

4. Les stratégies syndicales vis-à-vis de l'extrême droite

Au cours des dix dernières années, la CNV a explicitement choisi de se concentrer sur l'emploi et les revenus et de ne pas s'exprimer publiquement sur des thèmes étrangers à ce champ d'action, tels que le climat, la migration et l'accueil des réfugiés. Cette situation était différente auparavant. En 2007-2008, le président de la CNV, Doekle Terpstra, était l'un des leaders de la campagne contre la VerWildering des Pays-Bas, c'est-à-dire contre le durcissement, la polarisation et la progression de l'idéologie d'extrême droite dans la société néerlandaise.

La CNV a toujours été un mouvement autonome et indépendant, utilisant la doctrine sociale chrétienne comme boussole pour ses positions et ses actions. La CNV est l'une des 45 organisations sociales qui participent chaque année à une conférence de deux jours du congrès social-chrétien qui «discute des développements sociaux en relation avec l'identité sociale chrétienne des participants»¹. La CNV estime que le mouvement syndical joue un rôle constructif en rassemblant les travailleurs sur le lieu de travail autour des questions liées au travail et aux revenus dans la société néerlandaise fragmentée et polarisée. La CNV ne donne pas de consignes de vote à ses affiliés. Elle ne prévoit pas de formation politique sur l'extrême droite ou le racisme et la diversité pour les administrateurs (bénévoles). En principe, elle n'exclut pas non

plus le PVV de participer au débat qu'elle organise à la veille des élections. La CNV ne veut pas être uniquement dans le camp de la gauche ni uniquement avec les autres partis de gauche. Elle conserve des affinités avec le CDA ainsi qu'avec les petits partis politiques chrétiens CU et SGP. La CNV a exprimé son inquiétude au Comité exécutif de la CES au sujet de la feuille de route de la CES, qui prescrit un cordon sanitaire à l'égard du parti d'extrême droite ID et du groupe de droite conservatrice CRE au Parlement européen. Le petit parti conservateur chrétien SGP est membre du CRE et la CNV a des contacts avec le SGP, ce qui rend la situation difficile pour eux.

La FNV suit une stratégie différente par rapport à l'extrême droite. En 2021, le Ledenparlement (parlement des membres) de la FNV a adopté une motion interdisant la participation aux activités de la FNV aux partis qui sèment activement la haine et la discrimination. La nuance porte sur le discours de haine actif. En 2010, par exemple, le SGP a été condamné par les tribunaux pour discrimination à l'égard des femmes parce qu'il leur refusait de figurer sur ses listes électorales. Le SGP ne sème toutefois pas activement la haine, contrairement au PVV, qui cherche activement à inciter les gens à diffamer leurs concitoyens par le biais de son Meldpunt Polen (voir supra). La FNV estime que cette décision du Ledenparlement n'est pas facile

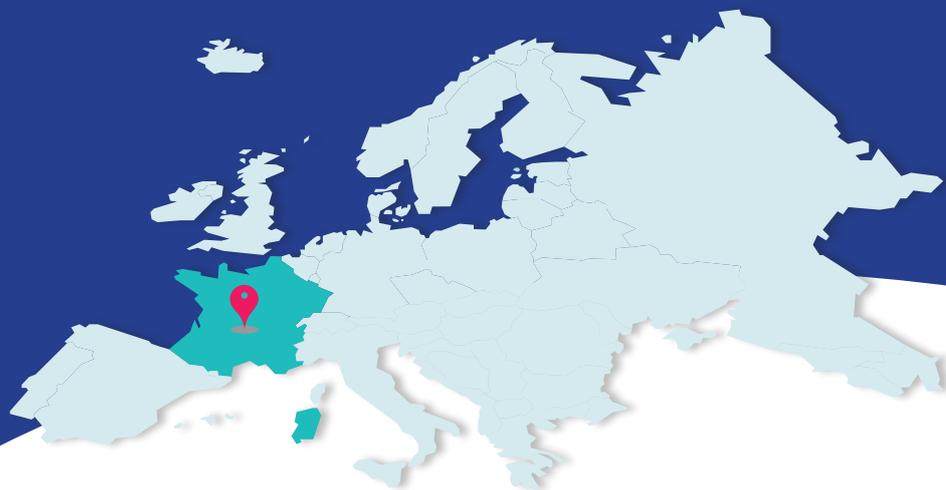
1 <https://www.stichting-csc.nl/>



à prendre dans un pays qui est très attaché à la liberté d'expression. La FNV est la seule organisation de la société civile qui ne donne pas la parole à l'extrême droite. Il est également regrettable que, bien que les Pays-Bas disposent d'une société civile riche, les mouvements anti-racistes, qui pourraient soutenir la position de la FNV, ne soient pas fortement représentés (pensons aux organisations de jeunes, de femmes, de pensionnés, etc.). La FNV veut également s'efforcer de donner corps à sa position. Elle veut faire travailler les syndicats sur une politique

de lutte contre le racisme et de diversité sur le lieu de travail et prévoir une formation et des informations pour les organes de représentation syndicale. Cette politique n'est cependant que dans la phase de démarrage. Pour le moment, elle n'a pas encore investi dans l'éducation politique en matière d'extrême droite. Elle appelle toutefois à la lutte contre le racisme et la discrimination et à une politique d'asile humaine dans le domaine public, ainsi qu'à une transition énergétique indispensable et à une politique climatique progressiste.





L'extrême droite et les syndicats en **France**

1. L'Extrême droite dans le paysage politique français

Deux partis ont longtemps dominé la France : les socialistes et les gaullistes. À partir des années 1980, le Front national (FN) de Jean-Marie Le Pen a été le principal adversaire de ces valeurs établies. Or, le paysage politique de nos voisins a été passablement bouleversé au cours de la dernière décennie. Le puissant parti socialiste s'est étiolé après la présidence de François Hollande (2012-2017).

Le mouvement d'Emmanuel Macron (La République en marche, depuis rebaptisée Ensemble) a comblé ce vide. Dans le même temps, la popularité du Front national de Marine Le Pen (rebaptisé «*Rassemblement national*» depuis 2018) et de La France insoumise (gauche radicale) de Jean-Luc Mélenchon n'a cessé de croître. Ce dernier parti s'est présenté aux élections avec les verts, les socialistes

et les communistes sous le nom de «*Nouvelle union Populaire écologique et sociale*» (Nupes).

Au printemps 2022, la France a organisé des élections présidentielles et législatives. Macron l'a emporté au second tour avec 58,55% des voix sur son adversaire Marine Le Pen. Au cours des dernières élections législatives en France (2022), le RN a enregistré un score historique en obtenant 89 sièges (17,30%). Lors des élections précédentes en 2017, le Front national (de l'époque) avait dû se contenter de 8 sièges. Le bloc de gauche «Nupes» obtient 131 sièges en 2022, ce qui en fait le plus grand bloc d'opposition. Les Républicains doivent se contenter de 61 sièges. Le parti de Macron a perdu sa majorité absolue (de 350 à 245 sièges) sur 577 sièges à répartir).

2. L'extrême droite, ses stratégies et ses interventions en matière de travail et de politique sociale

La stratégie du FN/RN à l'égard du monde du travail a connu plusieurs évolutions ces 30 dernières années. Si son «*core business*» (axé sur l'immigration et la sécurité) n'a pas changé, sur le plan social, il a hésité entre plusieurs positions. A partir de 1995, il a tenté à plusieurs reprises de créer des syndicats FN. Il s'est toutefois heurté à la résistance juridique de la CGT et de la CFDT et ces tentatives se sont soldées par un échec.

Les messages du FN sur les délocalisations (imminentes) et les pertes d'emploi ont été bien accueillis par une par-

tie de la population active, en particulier dans les régions de l'est et du nord de la France confrontées au déclin industriel.

Une étude post-électorale montre que le pourcentage de travailleurs qui votent pour le FN/RN augmente progressivement. Marine Le Pen a obtenu respectivement 33% et 39% chez les travailleurs au premier tour des élections présidentielles (2012 et 2017). Nous avons également constaté des augmentations sur ce plan sous l'ère Jean-Marie Le Pen.



Le message du FN sous Jean-Marie Le Pen était souvent très simple : *«Il faut lutter contre l'immigration et défendre la souveraineté nationale contre l'Union européenne afin de résoudre les problèmes de chômage, de criminalité et de bas salaires»*. Cette politique s'est notamment traduite par le slogan *«un million de chômeurs, c'est un million d'étrangers en trop»*, tristement célèbre. Le FN a toujours défendu le concept de *«préférence nationale»*, avec un accès prioritaire aux emplois et aux services sociaux pour les Français autochtones. La littérature spécialisée nomme cette idéologie le nativisme.

Après 2011, Marine Le Pen a poursuivi sur cette voie. Elle a lissé son discours en supprimant certaines aspérités (sur l'homophobie, la haine des Juifs et le négationnisme) pour l'axer sur l'opposition populiste contre l'élite et sur

des mesures sociales protectionnistes. La lutte contre les menaces de l'Islam est devenue un autre pilier de son programme.

Parallèlement, Marine Le Pen a également tenté de se rapprocher de la classe ouvrière au travers d'actions (médiatiques) ciblées aux portes des usines. Le parti n'a plus cherché à créer ses propres syndicats mais il a commencé à recruter des syndicalistes pour ses listes électorales. Ce faisant, il a voulu rendre visible l'ancrage du parti dans les syndicats établis, sous le slogan : *«Nous n'avons pas besoin de créer un syndicat FN, nos militants sont déjà enracinés dans le monde ouvrier»*.

Hormis quelques exceptions médiatisées, cette stratégie n'a pas eu beaucoup de succès.

3. Les syndicats et la représentation des travailleurs en France

Le taux de syndicalisation en France est particulièrement faible (environ 8%). Le pays présente également un paysage syndical morcelé. La Confédération générale du travail (CGT) constitue le syndicat le plus ancien et le plus important, avec environ 650.000 affiliés. Elle est suivie de près par la Confédération française démocratique du travail (CFDT), issue de la Confédération française des travailleurs chrétiens. Force ouvrière (FO), scission de la CGT après la Seconde Guerre mondiale, est le troisième syndicat, avec environ 500.000 affiliés. Il existe également un syndicat pour les cadres (CFE-CGC) et la CFTC, plus petite. La situation est complexe sur le plan idéologique. La plupart des syndicats se sont débarrassés de leur vision sociale à un moment ou à un autre.

Peu après la guerre, la CGT était proche du Parti communiste, ce qui a conduit à la scission avec FO (anticommuniste mais majoritairement de gauche). Pendant des années, la CFDT a promu la lutte des classes et le modèle de l'autogestion, pour devenir, dans les années 1980, un syndicat centriste qui – sous la pression de l'esprit du temps – s'est montré de plus en plus ouvert aux évolutions

économiques libérales. La France dispose également d'un système de «comités économiques et sociaux» élus sur les lieux de travail de plus de onze travailleurs. Les élections de ces comités ont lieu tous les quatre ans, en même temps que celles des conseils de prud'hommes. Les syndicats qui remplissent une série de conditions de représentativité sont autorisés à présenter des candidats. Dans la pratique, les cinq plus grandes fédérations syndicales entrent en considération.

Une série de syndicats «indépendants» de droite sont actifs dans certains secteurs (par exemple, l'industrie automobile). Ces syndicats ont souvent vu le jour en réaction à l'orientation radicale et communiste de la CGT après la Seconde Guerre mondiale et émanent tout aussi souvent de groupes syndicaux collaborationnistes sous le régime de Vichy. Dans plusieurs usines, ces employeurs ont fortement soutenu ces syndicats «jaunes». Ils ont eu une histoire particulièrement mouvementée qui a abouti à la création du Syndicat Indépendant de l'automobile (SIA) en 2002.

4. Stratégies des syndicats (en l'occurrence la CGT) à l'égard de l'extrême droite

La CGT tente de lutter contre l'extrême droite en organisant une formation politique interne en dehors du lieu de travail. Elle se concentre sur la lutte contre le racisme,

l'importance des droits sociaux et l'incompatibilité des valeurs du FN/RN avec les valeurs syndicales. Depuis 2016, le syndicat propose des formations spécifiques sur



l'extrême droite, en mettant l'accent sur l'histoire de la lutte syndicale contre l'extrême droite ainsi que sur la lutte pour les droits sociaux. La CGT essaie en outre de démasquer le programme social de l'extrême droite qui est tout sauf social.

C'est d'autant plus nécessaire que le FN/RN tente d'adopter un profil social et que son attrait auprès des affiliés de la CGT va croissant. En effet, cette image sociale cache toujours un programme favorable aux entreprises et opposé à l'État providence.

Au travers de ces formations, la CGT ne touche que ses propres affiliés et non l'ensemble des travailleurs. En outre, les instances dirigeantes de la CGT ne sont pas toutes convaincues de l'importance de ces formations.

Par ailleurs, les différents syndicats doivent plus que jamais mettre de côté leurs différends et développer une stratégie commune contre l'extrême droite. C'est particulièrement difficile avec Force ouvrière (FO), un syndicat qui souhaite adopter une approche pluraliste et éviter ces questions politiques difficiles. La CFDT, en revanche, prend au sérieux la lutte contre l'extrême droite. Il y a donc là des opportunités.

Outre la stratégie d'éducation politique, la CGT envisage également une procédure d'exclusion pour les affiliés qui défendent le FN/RN lors des élections ou qui se révèlent être des activistes d'extrême droite en diffusant sa propagande, par exemple. Ces affiliés ont droit à un entretien et peuvent choisir de mettre fin à leur «engagement» d'extrême droite. Dans la pratique, le nombre d'exclusions effectives reste assez limité.







L'extrême droite et les syndicats en **Allemagne**

1. L'extrême droite dans le paysage des partis politiques du pays

L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) est aujourd'hui le seul parti d'extrême droite institutionnellement ancré en Allemagne. En 2023, le parti est présent au Parlement fédéral allemand avec 81 députés sur 736 sièges et avec 233 députés régionaux dans les 16 parlements régionaux qui réunissent 1.884 députés. Ce parti est depuis 2019 membre de la fraction ID au Parlement européen où il est présent avec 9 députés. Il avait antérieurement été membre de la fraction ECR, mais il est sorti en 2016. Initialement fondé comme parti eurosceptique et nationaliste en 2013, surtout par des professeurs d'économie néolibéraux, le parti s'est substantiellement transformé en dix ans, pour devenir un parti d'extrême droite identitaire. Parmi les membres les plus connus de l'AfD, nombreux sont ceux qui ont quitté le parti, dont les premiers présidents, qui ne le jugeaient plus fréquentable. C'est notamment le cas de Hans-Olaf Henkel, l'ancien président de la fédération patronale allemande qui représentait des positions économiques anti-pauvres extrêmement durs. «*Nous avons créé un véritable monstre*»¹, avait-il déclaré en 2015 voyant lui-même l'AfD alors «*clairement sur un glissement vers la droite*»². Björn Höcke, qui se situe dans le courant le plus à l'extrême droite, est aujourd'hui considéré comme l'homme politique le plus influent de l'AfD au niveau national, en raison de son réseau. Il défend des

concepts de la Nouvelle Droite, et aspire à une alliance de groupes ultranationalistes pour l'homogénéisation ethnique de l'Allemagne et de l'Europe. Depuis 2021, le parti est sous surveillance des services fédéraux de protection de la constitution. Guido Reil, un des neuf députés européens de l'AfD, a été syndicaliste d'IG-BCE en Rhénanie du Nord-Westphalie, et il se donne une image ouvriériste. Son comportement de vote indique néanmoins qu'il vote le moins en faveur de propositions soutenues syndicalement, même parmi les MEP de l'AfD. Au niveau européen, l'AfD a connu récemment des importants conflits ; son chef de file Nicolaus Fest a dû démissionner en janvier 2023. Il avait continuellement fait l'objet de critiques, externes et internes, notamment après ses déclarations après la mort de l'ancien président David Sassoli. «*Enfin, ce salaud est parti*», avait-il déclaré. Nicolaus Fest est le fils de Joachim Fest, historien³ allemand connu par le «*conflit des historiens*» qui opposait dans les années 1980. Ernst Nolte à Jürgen Habermas. Nolte avait en effet à l'époque défendu des thèses révisionnistes, prétendant que l'Holocauste était juste une défense des nationaux-socialistes en réaction à de précédents crimes de masse, et au système de goulag en URSS. Habermas s'était de suite opposé dans le débat public allemand à ces thèses, et avait été suivi par de nombreux intellectuels et l'opinion publique al-

1 Westpol-Redaktion: Die geistigen Brandstifter der AfD: „Wir haben ein Monster erschaffen“. In: wdr.de. 9. November 2015, abgerufen am 12. November 2015.

2 Plusieurs recherches récentes comme celles de Bahnert (2023) ont argumenté autour du 10e anniversaire que le parti a en fait tjs été un parti à forte composition identitaire.

3 Joachim Fest était un historien, journaliste et éditeur du quotidien libéral-conservateur FAZ, qui est notamment l'auteur d'un bestseller sur la biographie d'Hitler. Il est d'ailleurs assez remarquable de voir que certains des cofondateurs de l'AfD sont directement issus ou gravitaient autour du «*feuilleton*» de la FAZ.



lemande. Les thèses de Nolte sont aujourd'hui réfutées scientifiquement. Au niveau du Parlement européen, c'est Joachim Kuhs qui est aujourd'hui le chef de file de l'AfD. Avant la guerre en Ukraine, ses positions étaient parmi les opinions les plus pro-Poutine, aux côtés des positions du RN français. Un jeune intellectuel belge, chercheur à l'ULB et à l'Université de Poznan en Pologne, avait réalisé une étude pour lui, pour une union des extrêmes droites. Lors de la présentation de cette étude au Parlement européen, il avait déclaré que les russes et polonais devaient laisser derrière eux leurs conflits historiques pour affronter ensemble le déclin de l'occident et la décadence des élites occidentales. Liée à l'AfD, la fondation d'extrême droite Desiderius Erasmus ne reçoit à ce stade pas de subsides publics. Cela pourrait changer avec une décision de la cour constitutionnelle allemande de fin février 2023. Cela pourrait aussi représenter le risque que des activités publiques importantes soient organisées à Bruxelles prochainement sous ce format, comme le font les fondations Ebert, Böll ou Adenauer.

L'AfD n'est néanmoins pas le seul parti d'extrême droite. La NPD, Parti national-démocrate d'Allemagne, est le parti d'extrême droite historique après 1945. Fondé le 28 novembre 1964 par d'anciens militants d'extrême droite du Parti socialiste du Reich (SRP, interdit par la Cour constitutionnelle en 1952) et du Parti impérial allemand (DRP), les idées du parti sont qualifiées de racistes, d'antisémites et de révisionnistes. Ces jugements découlent d'une vision de «démocratie militante» que défend notamment la cour constitutionnelle allemande après l'expérience du nazisme. L'idée est que les institutions démocratiques doivent se donner les moyens de se défendre face aux tendances antidémocratiques. Le NPD obtient plusieurs résultats locaux qui attirent l'attention dans les années 1960 et, avec 4,3 % des suffrages, échoue de peu à entrer au Bundestag en 1969. Les scores du parti baissent ensuite rapidement, et il devient quasiment absent de la vie politique jusqu'à la réunification. Le parti connaît quelques succès électoraux significatifs depuis le milieu des années 2000. Une interdiction du parti échoue en 2017 devant la Cour constitutionnelle qui constate que le parti n'a pas le potentiel politique et électoral pour renverser l'ordre établi par la loi fondamentale. En 2014 le parti entre même au Parlement européen, avec un député. Il n'y est plus depuis 2019. En l'Allemagne, certaines initiatives citoyennes ont vu le jour pendant cette décennie, par lesquelles l'extrême droite vise à organiser au niveau de la société civile. Cela fait notamment écho aux analyses de la Nouvelle Droite de lutter pour l'hégémonie culturelle.

L'initiative PEGIDA, est sans doute la plus connue. L'acronyme signifie littéralement «*Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident*». Ce mouvement défend le nationalisme allemand, est anti-Islam, d'extrême droite, et opposé à l'immigration. Lancé en 2014, ce mouvement a surtout voulu occuper les places et l'attention publique, en organisant notamment des manifestations du lundi, comme l'avait fait le mouvement d'opposition à la RDA fin des années 1980. En Belgique, il y a eu pendant quelque temps l'initiative AGIDA à Anvers, lancé par le germaniste Wim Van Rooy, père du politicien du Vlaams Belang Sam Van Rooy. Dernièrement, ce sont les «*Reichsbürger*» qui ont attiré toute l'attention médiatique internationale. Adhérant à des théories complotistes, ils rejettent la démocratie et nient l'Holocauste. Ils nient l'existence de la République fédérale qu'ils considèrent comme un État-marionnette des alliés, se réclamant toujours citoyens du Reich. Trois mille policiers sont intervenus fin 2022 lors d'une action judiciaire de taille inouïe dans l'histoire récente allemande, pour neutraliser ce mouvement visant un coup d'État. Minimisés ou ridiculisés par certains commentateurs à droite, les procureurs et journalistes d'investigation travaillant sur le dossier ont néanmoins souligné qu'il ne fallait surtout pas sous-estimer ce mouvement.

Avec au moins 20.000 membres, l'organisation était notamment présente dans les services de sécurité et l'armée allemande. C'est dernièrement le financement de l'extrême droite qui fait objet de scandales réguliers. Il y a plusieurs cas de financement occultés et organisés à partir de la Suisse et du Liechtenstein. La famille milliardaire Von Finck revient souvent dans ces dossiers. Parmi les principaux actionnaires de l'assurance Allianz, la famille Von Finck avait joué déjà un rôle central dans l'ascension au pouvoir d'Hitler et l'adhésion de certains milieux du patronat. L'ancien journaliste de Bloomberg, David de Jong, hollandais et petit-fils de survivant de la Shoah, le montre brillamment dans son bestseller «*Nazi-Billionaires*»⁴. Les idées d'extrême droite ne sont par ailleurs hélas pas totalement absentes des autres partis démocratiques. Il est de connaissance publique aujourd'hui que nombre des anciens nazis se sont organisés au sein du FDP, le parti libéral, affilié aujourd'hui à Renew au niveau européen, après la deuxième guerre mondiale. D'autres anciens cadres nazis s'étaient intégrés dans la démocratie chrétienne et la social-démocratie. Le contexte de la guerre froide a permis une reconversion extrêmement rapide de ces acteurs, en laissant la plus grande partie des crimes impunis et en permettant une continuité des élites. La

4 <https://daviddejong.net/>



continuité personnelle est indiscutable, mais il faut aussi voir que personne n'a travaillé (massivement) contre l'établissement d'un État démocratique - sauf au sein du FDP de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Au niveau de l'appareil judiciaire, cette continuité a été particulièrement impressionnante, comme le montre la vie de Fritz Bauer, survivant de la Shoah et procureur à Francfort après la guerre. Une fondation portant son nom montre l'histoire des continuités, notamment économiques, par des études sur p.ex. le conglomérat IG Farben avec ses usines près d'Auschwitz, démantelé après la II^e guerre mondiale pour devenir BASF et Bayer puis Monsanto. La vie de Fritz Bauer, qui a joué un rôle déterminant dans l'arrestation du nazi Adolf Eichmann, a servi d'inspiration pour des films hollywoodiens. Au sein du CDU, c'est l'ancien président des services de renseignements intérieurs et de protection de

la constitution, Hans-Georg Maassen, qui est aujourd'hui considéré comme un acteur central des idées d'extrême droite. Le président la CDU souhaite l'exclure, mais les procédures d'exclusion sont compliquées. Les conflits de Maassen avec les ailes plus progressistes sont fortes, notamment l'union des travailleurs de la démocratie chrétienne (CDA) au sein de la CDU. En opposition, Maassen et ses amis ont créé «l'union des valeurs». Sans groupes de base et ancrage dans le parti, ces acteurs arrivent néanmoins à capter une attention médiatique importante. Au sein du SPD, c'est Thilo Sarrazin qui a joué pendant très longtemps un rôle semblable à celui de Maassen. Il a finalement été exclu en 2020 pour ses thèses anti-migration et anti-Islam, promouvant surtout la thèse du grand remplacement à la Filip De Winter.

2. L'extrême droite et sa vision du travail et de la politique sociale

Comme le signale le rapport «*Plus de démocratie, pas de racisme sur le lieu de travail*» en 2022: «le problème des attitudes d'extrême droite, tant dans la société que parmi les syndicalistes, est beaucoup plus profond : Zeuner et al. (2007), par exemple, ont constaté que 19% des membres de syndicats dans une enquête représentative menée en 2003/04 présentaient des attitudes «d'extrême droite», contre 20% des non-membres. Dans ce contexte, les syndicats établis de la Confédération allemande des syndicats (DGB ; Deutscher Gewerkschaftsbund) sont confrontés à un double défi qui a pris une nouvelle dimension au cours de la dernière décennie: d'une part, la pénétration apparente de l'AfD dans les électors ouvriers et syndicaux ; d'autre part, la croissance des groupes d'extrême droite sur le lieu de travail, en particulier le Zentrum Automobil (ZA ; récemment rebaptisé «Zentrum»), qui est représenté dans de multiples comités d'entreprise du sec-

teur automobile. Le premier aspect est apparu clairement au niveau national avec les élections parlementaires de 2017 au plus tard, lorsque l'AfD a obtenu environ 15% des voix parmi les membres des syndicats (le chiffre atteignant 22% dans l'est de l'Allemagne) ainsi que 19% parmi les travailleurs selon un sondage à la sortie des bureaux de vote, par rapport à son résultat global de 12,6% de tous les votes exprimés. Zentrum Automobil est un groupe fondé en 2009 qui a remporté des sièges pour la première fois lors des élections du comité d'entreprise de 2010 à l'usine Daimler de Stuttgart-Untertürkheim, et qui a pu se développer davantage via des activités de mise en réseau avec des groupes de «nouvelle droite» dans le contexte de la montée de l'AfD depuis le milieu des années 2010, obtenant 13,2% des voix lors des élections du comité d'entreprise de 2018 à Daimler Untertürkheim».⁵

3. La représentation des travailleurs et les syndicats dans le pays

La Confédération des syndicats allemands (DGB), fondée en 1949 avec environ 6 millions de membres et un taux de syndicalisation brut de 14,3% est la confédération syndicale unitaire du pays. Le nombre d'adhérents du DGB s'est réduit de moitié depuis le pic de 11,8 millions en 1991. Le DGB regroupe les huit syndicats professionnels et interprofessionnels suivants: IG Métal (syndicat industriel de la métallurgie ; y sont représentés, outre la métallur-

gie, la sidérurgie et l'électronique, l'industrie textile et du bois ainsi que l'artisanat), NGG (syndicat de l'alimentation, des boissons et de la restauration), ver.di (syndicat sectoriel des services (publics et privés)), IG BAU (construction, secteur agricole, environnement), GEW (syndicat de l'éducation et des sciences), EVG (syndicat des chemins de fer et des transports), IG BCE (syndicat de l'industrie minière, chimique et énergétique) et GdP (syndicat de la police).

5 Idem



Ver.di et IG Métal sont les plus grands syndicats, avec respectivement 1,9 million et 2,2 millions de membres, soit 71% des effectifs du DGB (Greef 2021). Les syndicats membres du DGB sont de nature confessionnelle, idéologiquement et politiquement neutres⁶.

«Des études récentes basées sur des entretiens sur les attitudes d'extrême droite parmi les travailleurs au niveau du lieu de travail ont souligné le caractère central de la politique d'immigration et de réfugiés pour l'attractivité de l'AfD parmi les électeurs de la classe ouvrière, tout en cherchant à l'expliquer comme le résultat d'une «problématique de classe réprimée» (Dörre et al., 2018, p. 55). Dörre (2019) situe l'«histoire profonde» des attitudes d'extrême droite parmi les travailleurs dans les multiples expériences d'inégalité au niveau du lieu de travail - inégalités salariales et distributives, expériences de précarité, dégradation des conditions de travail - qui, selon lui, trouvent leur expression dans des «dévalorisations et exclusions collectives» à l'encontre des étrangers, considérés comme concurrençant les ressources rares et faisant la queue devant les travailleurs allemands (Dörre et al., 2018, p. 59). Vu sous cet angle, l'AfD, avec son programme anti-immigration, offre une possibilité de refondre les

contradictions entre le bas et le haut en une «solidarité exclusive», suivant une logique d'insiders nationaux contre outsiders étrangers; ce qui reste à expliquer, cependant, c'est pourquoi le récit d'extrême droite, plus que d'autres, s'accroche parmi les travailleurs (surtout si l'on considère le fait qu'en Allemagne - contrairement aux études de cas hongroises, italiennes et polonaises dans lesquelles nous rencontrons des explications similaires, il y a constamment eu des offres politiques alternatives orientées vers les travailleurs à la gauche des sociaux-démocrates). Ici, Sauer et Detje (2019, p. 160) affirment, par exemple, qu'il y a toujours eu des «ressentiments et un racisme quotidien» comme terreau pour l'extrême droite sur le lieu de travail - un problème plus profondément enraciné dans la société au sens large qui a été noté par les études dites «études Mitte» sur les attitudes autoritaires et d'extrême droite, les études Heitmayer sur la «misanthropie orientée vers le groupe», ou les conclusions de Zeuner et al. (2007) sur les attitudes d'extrême droite chez les syndicalistes (19% selon une étude représentative menée en 2003/04, contre 20% chez les non-membres). Avec l'AfD, on assiste donc à l'émergence d'une offre politique de parti qui combine à la fois une démarcation populiste du bas de l'échelle et une approche de l'extrême droite.»⁷

4. Positions et actions des syndicats vis-à-vis de l'extrême droite

«Le positionnement clairement antiraciste et antifasciste fait partie de l'ADN du DGB et de ses syndicats: ils soutiennent des campagnes, des appels et des manifestations contre les néonazis, PEGIDA et l'AfD, organisent de grandes manifestations à l'occasion de la Journée internationale contre le racisme, soutiennent des initiatives comme celles des familles des personnes assassinées à Hanau» synthétise une étude récente⁸ et explique: «Ils encouragent des projets contre la droite, font un travail d'éducation antiraciste et sensible à la discrimination (par ex. l'initiative «Respect !», l'alliance «Debout contre le racisme», l'association «Main jaune - Ne touche pas à mon pote!»), publient des brochures avec des arguments contre la droite, soutiennent réfugiés, etc. Tous les syndicats de la DGB ont inscrit dans leurs statuts l'engagement pour une société pluraliste et démocratique société et la lutte contre le fascisme. Ils ont adopté des résolutions d'incompatibilité contre les «personnes qui, par leur comportement, ont qui ont commis des actes et des crimes contre l'humanité» (Statuts de l'IG Métal, § 3, al. 6, p. 11)

et contre les membres d'organisations «adverses», antisyndicales et antidémocratiques (statuts de ver.di, § 6, paragraphe 2, p. 9), dont font partie, dans le cas d'IG Métal, plus de dix organisations classées comme étant d'extrême droite, dont le NPD. En outre, l'article § 80, alinéa 1, point 7 de la loi sur l'organisation des entreprises stipule que le comité d'entreprise a pour mission de lutter contre le racisme dans l'entreprise, de prendre des contre-mesures appropriées et de s'opposer à toute discrimination dans l'entreprise et de s'engager dans ce sens. Même si les acteurs populistes de droite se présentent comme un projet de démocratisation apparent, leur nationalisme et leur anti-pluralisme contredisent fondamentalement les valeurs syndicales fondamentales de solidarité, d'égalité, d'autodétermination, diversité et de démocratie. En tant qu'«organisation solidaire dans une société non solidaire» et en tant que représentation de tous les salariés, les syndicats considèrent qu'il est de leur devoir de s'engager contre l'exclusion, la misanthropie et le nationa-

6 <https://library.fes.de/pdf-files/international/20001-20230203.pdf>

7 Ibidem, 118

8 <https://library.fes.de/pdf-files/international/20001-20230203.pdf>



lisme et contre les attaques contre les collègues migrants et d'être clairement antifascistes.»⁹

Le rapport «*Plus de démocratie, pas de racisme sur le lieu de travail*» conclut dans son étude de cas allemand: «Les syndicats du DGB sont confrontés au défi relativement nouveau d'un parti d'extrême droite d'importance nationale (AfD) ainsi que d'un groupe de travailleurs représenté dans plusieurs comités d'entreprise du secteur automobile (Zentrum Automobil). L'AfD, au cours de sa conversion successive d'un parti principalement libéral économique à un parti marqué par diverses gradations de nationalisme populiste, a également fait de plus en plus de gestes symboliques vers les questions de travail tout en connaissant des luttes internes sur la future orientation de politique sociale du parti. Le ZA, fondé en 2009, a une histoire un peu plus longue mais a également connu une transformation dans le contexte de l'ascension de l'AfD par le biais d'activités de mise en réseau avec des groupes de «nouvelle droite», passant d'un groupe anti-classe sur le lieu de travail à un groupe populiste anti-corporatiste avec un travail de relations publiques professionnalisé. L'orientation de droite du ZA est visible dans ses connexions personnelles et organisationnelles, ainsi que dans ses positions claires en faveur de la préservation des moteurs diesel et contre les mesures de lutte contre le changement climatique, qui constituent des chevauchements évidents avec les offres politiques de l'AfD. Une convergence explicite entre l'AfD et le ZA peut être observée dans des cas tels que la manifestation de 2019 sur le diesel et la manifestation de 2020 à Querdenken, tandis que des chevauchements directs au niveau du personnel sont présents dans la branche du ZA basée en Saxe, «Travail et Famille», en particulier. Cependant, la résolution d'incompatibilité de l'exécutif sortant de l'AfD en octobre 2021 constitue un tournant qui laisse dans le flou les relations futures entre le parti et le groupe de travail.

Dans le contexte spécifique de Daimler Stuttgart-Untertürkheim, qui est le berceau et la plaque tournante du ZA, ce dernier se caractérise par un message populiste anticorporatiste, une image «bienveillante» avec une présence ciblée au quotidien ainsi qu'une RP agressive sur le lieu de travail, le tout dirigé contre l'IG Métal en tant que syndicat établi. Dans ce contexte, la réponse de l'IG Métal est la suivante: cette stratégie se cristallise dans le développement d'un travail actif de relations publiques en conjonction avec des efforts visant à renforcer la présence et le contact quotidiens avec les travailleurs, ce qui suggère une réponse ciblée à la fois aux déficits du travail

syndical qui ont été mis en évidence par la montée de la ZA et aux points d'entrée et aux méthodes de la ZA elle-même. Cette ligne de réponse comprend la création d'une association indépendante (VBD) conçue pour contribuer au développement d'un programme plus systématique d'évaluation, de communication et d'action sur le lieu de travail. Ici, les tensions et les équilibres qui caractérisent une structure syndicale établie et hautement institutionnalisée comme celle de l'IG Métal deviennent évidents: entre l'orientation vers le travail en comité d'une part et la présence quotidienne sur le lieu de travail d'autre part, entre le partenariat social et la démarcation de la gestion de l'entreprise, ainsi qu'entre l'inaction initiale attentiste au niveau de la direction d'une part et l'impératif d'agir et de répondre sur le lieu de travail d'autre part. Le degré d'efficacité des approches récemment lancées, qui sont en grande partie encore en cours de mise en œuvre, est une question qui reste à traiter dans les années à venir.»¹⁰

En conclusion, «les réactions des syndicats allemands peuvent être considérées comme un mouvement de recherche entre la confrontation, la délimitation et l'exclusion. Dans le cadre de groupes de travail internes à l'organisation, de réunions d'information, de séminaires et de guides, les syndicats se penchent sur le populisme de droite et sur leurs propres possibilités d'action. Ce sont les propres valeurs qui sont au centre, on se démarque ainsi de la droite et de l'extrême droite. Si nécessaire, on se distingue clairement de la droite et on la critique, mais ne s'en prend pas constamment à eux. L'exclusion n'est pratiquée qu'en dernier recours. Les syndicats poursuivent une combinaison de stratégies d'entreprise, travail de formation, politique tarifaire et politique sociale. Ils ne se concentrent pas sur l'information sur la nature et les stratégies des acteurs de droite, mais aussi l'encouragement et la capacité de leurs militants à s'opposer à ces acteurs, la promotion de leurs propres valeurs et convictions syndicales fondamentales, le développement d'une présence sur le lieu de travail, la promotion d'une large participation et implication des membres ainsi qu'une orientation plus sociopolitique, par exemple dans la crise énergétique. Grâce à des revendications sociopolitiques concrètes et la participation aux décisions politiques dans le cadre du partenariat social, ils essaient de s'attaquer aux causes de la vulnérabilité à l'orientation de droite et à l'affection pour l'AfD et veiller à la protection sociale. Les succès de leur politique conventionnelle et de leur travail social leur confèrent de la crédibilité de travail au sein de l'entreprise. Sont-ils perçus comme des acteurs politiques combattifs et capables de s'imposer, qui, dans

⁹ <https://library.fes.de/pdf-files/international/20001-20230203.pdf>

¹⁰ Ibidem



une situation de crise sociale, peuvent apporter une capacité d'action politique, une efficacité personnelle et des droits sociaux? Enfin, de récentes études montrent que les expériences de cogestion, de solidarité et de participation dans les entreprises favorisent les attitudes démocratiques. Les expériences et stratégies menées jusqu'à présent sont liées à toute une série de tensions et de difficultés, sur lesquelles il convient de se pencher brièvement en guise de conclusion.

Il y a d'abord une tension entre une structure syndicale hautement institutionnalisée vs. réaction rapide et spécifique à l'entreprise. «L'attente et l'hésitation des échelons supérieurs d'IG Métal à se prononcer clairement sur la question de la «ligne de conduite claire», l'attitude à adopter face aux listes de droite au conseil d'entreprise, et l'incertitude des responsables d'entreprise et des fonctionnaires d'entreprise sur la manière d'agir face à cette réticence de l'ensemble de l'organisation. montre les difficultés d'une structure syndicale bien établie structure et hautement institutionnalisée comme celle d'IG Métal. Dans une organisation aussi grande c'est un processus de longue haleine que de développer une stratégie globale contre la droite qui dépasse les unités organisationnelles. Celle-ci s'oppose à une stratégie de réponse rapide et spécifique à l'entreprise, ce qui n'était pas le cas dans la ZA. Dans ce sens, l'association pour la sauvegarde de la démocratie devrait dès le début être «déconnectée du rythme des comités et des logiques d'appareil» au sein du syndicat. afin de pouvoir s'impliquer efficacement. (...)

L'implication des comités d'entreprise dans les décisions liées à l'entreprise dans le cadre du partenariat social, tout comme la participation du DGB aux arrangements politiques corporatistes, est ambivalente dans ses effets. D'une part, elle permet la cogestion et l'influence (politique), mais d'autre part, elle peut aussi favoriser la perception que les comités d'entreprise ou les syndicats sont liés à la direction et sont «de mèche» avec le gouvernement et qu'ils ne sont pas là pour le personnel ou les travailleurs ce qui facilite la rhétorique anti-establishment des acteurs de droite. Les comités d'entreprise et les syndicats doivent ici faire la part des choses: d'une part, utiliser leur pouvoir d'influence au niveau de l'entreprise et de la politique, mais d'autre part aussi envers la direction et les intérêts du capital, car ce n'est qu'ainsi qu'ils peuvent concurrencer la «critique de la société» et une «critique du système» de droite.»¹¹ Il y a ensuite un manque de ressources et de personnel, «Les syndi-

cats sont confrontés, à des degrés divers, à la pénurie de ressources et de personnel. Dans des secteurs comme le commerce de détail, les établissements mobiles de soins aux personnes âgées ou encore nombreux petits établissements gastronomiques et les entreprises de l'industrie alimentaire, où la plupart du temps seul un petit nombre de travailleurs sont syndiqués, il est impossible d'assurer un bon suivi des entreprises et un bon travail syndical sur l'ensemble du territoire. Il est donc difficile de détecter le populisme de droite dans les entreprises et de prendre des contre-mesures en conséquence. Un monitoring à l'échelle nationale, qui se charge d'observer les activités d'acteurs de droite et qui s'adresse de manière proactive aux syndicats, peut y remédier. Face à une multitude de défis, il existe en outre une certaine concurrence des ressources entre les domaines d'action. En dépit de la crainte des syndicalistes de ne pas être à la hauteur de la tâche, la politique sociale et le travail contre la droite doit être soutenu. La lutte pour les ressources et la lutte contre le racisme viennent de la conscience de l'importance de ce travail. Cela se manifeste par exemple dans le domaine de la formation: le programme ne prévoit que relativement peu de jours de séminaire pour les séminaires de politique sociale.»¹² «Le débat interne sur la manière d'être offensif face au populisme de droite dans l'entreprise et dans les organisations de la société civile a été très difficile, et renvoie à un dilemme: en tant qu'organisations de membres, les syndicats ne peuvent s'imposer qu'avec un grand nombre de membres. Ils courent le risque de perdre leur force s'ils se positionnent clairement contre l'AfD, la pensée latérale, le racisme, etc. Dans les régions où ils ont de toute façon peu de membres et où les orientations de droite sont hégémoniques, cela peut être tout à fait menaçant. Des conditions localement différentes exigent des réactions spécifiques. Les syndicats n'auraient pas accès à des entreprises de certaines régions d'Allemagne de l'Est s'ils refusaient d'emblée toute collaboration avec des salariés et des comités d'entreprise de droite. Les valeurs syndicales de solidarité, d'autodétermination, de démocratie et d'égalité ne doivent cependant pas être négociables.»¹³

11 <https://library.fes.de/pdf-files/international/20001-20230203.pdf>

12 <https://library.fes.de/pdf-files/international/20001-20230203.pdf>, p 12

13 Ibidem.





L'extrême droite et les syndicats en **Italie**

1. L'extrême droite dans le paysage des partis politiques du pays

L'extrême droite n'a jamais été si présente institutionnellement dans l'Italie d'après-guerre que depuis les élections du 25 septembre 2022. La coalition réunissant les Frères d'Italie de Giorgia Meloni, la Ligue de Matteo Salvini et la Force d'Italie de Silvio Berlusconi a pu réunir lors de ce scrutin plus de 43% des voix. Le parti de Giorgia Meloni a obtenu 26% des voix, son allié Matteo Salvini 8,8%, tandis que celui de l'ancien Premier ministre Silvio Berlusconi en a réuni 8,1%. Étant donné les divisions dans les autres camps, la droite remporte largement la majorité des sièges. Elle compte dorénavant 237 députés sur 400 à la chambre, et 115 sur 200 sénateurs. Pour rappel, le Parti Démocrate (PD) de centre gauche avait obtenu 19%, le Mouvement 5 étoiles 15,4%, et l'alliance centriste Azione 7,8% lors de ce scrutin. Parmi les sénatrices élues, il y a notamment les deux anciennes secrétaires générales de la CGIL et de la CISL, Susanna Camusso et Anne-Maria Furlan, toutes deux élues pour la liste du PD.

L'abstention a été une autre grande gagnante de ce rendez-vous électoral, avec un taux d'affluence aux urnes de l'ordre de 63,91%. Les responsables syndicaux comme Maurizio Landini, secrétaire général de la CGIL n'ont pas arrêté de manifester leur grande inquiétude face à ce phénomène, après avoir soutenu fortement les appels pour aller voter. Le désintérêt des Italiens de l'étranger se traduit lui aussi par un large absentéisme, notamment en Belgique, où on estime le taux de participation entre 10

et 15%. Luca Tomini, chercheur et politologue à l'ULB, explique la différence entre le vote des Italiens de l'étranger et des Italiens de métropole. «*Si vous prenez le résultat des élections en Belgique, le parti en tête est le parti démocrate. Le vote des Italiens d'Europe est un vote plus à gauche, plus jeune, pro-européen, progressiste, qui favorise les partis démocrates, libéraux ou centristes. La plupart des Italiens qui votent sont arrivés à l'étranger très jeunes*». Selon le politologue, la tendance à l'abstention pour les Italiens de l'étranger s'observe depuis plus de 30 ans. «*Il y a un intérêt, mais les chiffres de l'abstention sont en général assez élevés pour les Italiens de l'étranger, car il y a aussi de problèmes bureaucratiques et étant donné qu'il n'y a pas de vote obligatoire en Italie, ils sont moins intéressés et donc moins mobilisés.*»¹

Si le gouvernement de Meloni est incontestablement le plus à droite – voire à l'extrême droite – en Italie depuis 1945, il ne s'agit néanmoins pas de la première participation de composantes d'extrême droite au gouvernement italien. Déjà en 2018, la Ligue avait participé au gouvernement de Giuseppe Conte.²

Étant donné la présence au gouvernement de ces principaux acteurs, un regard rapproché sur eux s'impose, avant tout sur Giorgia Meloni. Les librairies italiennes sont actuellement remplies d'une multiplicité de bibliographies. Marc Lazar, fin connaisseur de la situation italienne

¹ <https://bx1.be/categories/news/elections-legislatives-en-italie-labstention-est-la-grande-gagnante-de-la-communaute-italienne-de-belgique/>
² Via https://twitter.com/ValerioA_Bruno



YOU TREND

Il Governo Meloni

PALAZZO CHIGI

Giorgia Meloni
Presidente del Consiglio dei Ministri

Alfredo Mantovano
Sottosegretario alla Pres. del Cons.

Antonio Tajani
Vicepresidente del Consiglio

Matteo Salvini
Vicepresidente del Consiglio

MINISTRI CON PORTAFOGLIO

Matteo Piantedosi Interno	Carlo Nordio Giustizia
Antonio Tajani Affari Esteri e Coop. Internazionale	Guido Crosetto Difesa
Giancarlo Giorgetti Economia e Finanze	Adolfo Urso Imprese e Made in Italy

MINISTRI CON PORTAFOGLIO

Francesco Lollobrigida Agricoltura e Sovranità Alimentare	Paolo Zangrillo Ambiente e Sicurezza Energetica
Matteo Salvini Infrastrutture e Mobilità Sostenibili	Marina Elvira Calderone Lavoro e Politiche Sociali
Giuseppe Valditara Istruzione e Merito	Annamaria Bernini Università e Ricerca
Gennaro Sangiuliano Cultura	Orazio Schillaci Salute
Daniela Santanchè Turismo	

MINISTRI SENZA PORTAFOGLIO

Luca Ciriari Rapporti con il Parlamento	Elisabetta Alberti Casellati Riforme Istituzionali
Gilberto Pichetto Fratin PA	Roberto Calderoli Affari regionali e Autonomie
Sebastiano Musumeci Politiche del Mare e Sud	Raffaello Fitto Affari Europei, coesione e PNRR
Andrea Abodi Sport e Giovani	Eugenia Maria Roccella Famiglia, Natalità e Pari opportunità
Alessandra Locatelli Disabilità	

et des extrêmes droites italiennes et françaises, résume son action ainsi: «*Giorgia Meloni ne répudie en rien son engagement juvénile dans les organisations de jeunesse du Mouvement social italien, parti fondé le 26 décembre 1946 après la chute de la République sociale italienne et l'interdiction du Parti national fasciste, même si elle déclare que le fascisme appartient au passé. À l'occasion de cette campagne, elle a pris une certaine distance par rapport au fascisme, sans cependant en dresser un bilan critique approfondi, et elle a condamné fermement les lois antisémites du Duce de 1938. Elle s'est présentée comme une femme responsable et respectueuse des règles démocratiques. L'histoire ne se répète pas, et il n'y aura pas de seconde marche sur Rome, cent ans après la première, mais Giorgia Meloni est proche idéologiquement et politiquement des Hongrois et des Polonais au pouvoir. Elle admire Donald Trump et, à une époque, elle ne jurait que par Steve Bannon, cet idéologue et activiste de la droite radicale. Au mois de septembre, les députés de son parti comme ceux de la Ligue de Matteo Salvini ont voté contre le document soumis au parlement européen qui déclare que la Hongrie n'est plus une démocratie, mais "une autocratie électorale". Si Giorgia Meloni se dit démocrate, elle n'est pas libérale*»³.

Depuis 2020, Meloni est membre du Parti des conservateurs et réformistes européens (ECR), où elle côtoie non seulement les responsables du PiS Polonais, les Démocrates Suédois, les franquistes de VOX, mais aussi la N-VA. À côté de Matteo Salvini et de Silvio Berlusco-

ni, amplement connus en Belgique par leurs précédents mandats nationaux de premier plan ainsi que leur passage à Bruxelles comme députés européens, le nouveau gouvernement contient de nombreux profils moins connus, comme Marina Elvira Calderone, ministre du Travail. Celle-ci était, jusqu'à récemment, la porte-parole de la catégorie des professions libérales au sein du Comité économique et social européen (CESE). Elle était par ailleurs présidente du Conseil national des conseillers du travail d'Italie depuis 2005. Calderone dirige une société de conseil en matière de travail, avec des bureaux à Cagliari, Reggio Calabria et Rome. Giancarlo Giorgetti est ministre de l'Économie et des Finances. Issu de la Lega, il avait occupé le poste de ministre économique au sein du gouvernement Draghi. Ancien membre des jeunes fascistes du Mouvement Social Italien, Giancarlo Giorgetti est proche des milieux d'affaires. Il est l'un des représentants du courant le plus économiquement libéral de la Ligue du Nord. Sur les questions de politique extérieure, il serait favorable à une forte proximité avec les États-Unis et l'OTAN. Raffaele Fitto est ministre aux affaires européennes, à la cohésion et au RRF. Il avait été antérieurement député européen au sein du groupe ECR (2014-2022). Il est considéré comme un des principaux artisans du programme électoral des Frères d'Italie. Avec le ministre de la défense, Guido Crosetto, il s'agit d'anciens représentants de la Démocratie Chrétienne, et de leurs factions plus à droite. Dans leur discours concernant l'Europe, le terme d'euro-réalisme est mis en avant, le concept d'euro-scepticisme est écarté.

3 <https://www.sciencespo.fr/cei/fr/content/retour-sur-les-elections-du-25-septembre-en-italie-entretien-avec-marc-lazar-0>



Force est de constater que certains noms de ministères ont changé. C'est notamment le cas du ministère de l'Éducation, devenu ministère de l'Éducation et du Mérite, ou encore du ministère de l'Agriculture, devenu ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté. Les nouveaux présidents du Sénat et de la Chambre sont parmi les nominations les plus inquiétantes. Ignazio La Russa, ancien député du MSI, est un personnage extrêmement contesté, étant donné ses références régulières à Mussolini. Il préside dorénavant le Sénat. Lorenzo Fontana, traditionaliste conservateur, est maintenant à la tête de la chambre.

Pour Marc Lazar, «ces mouvements reflètent le «double visage» du nouveau gouvernement. D'une part, Meloni veut projeter de la responsabilité, vis-à-vis de l'Union européenne, des États-Unis et des marchés. Sa nomination de technocrates aux ministères-clés semble avoir atteint cet objectif, puisque les marchés sont restés stables. L'autre visage est plus idéologique, projetant les valeurs de la droite radicale et du conservatisme national, évidentes dans les changements de noms des ministères, ainsi que leurs dirigeants désignés. La tentative de protectionnisme et de natalisme suggérée par les changements de nom sont une façon pour Meloni de remettre l'accent sur «la nation», un thème commun pour la droite radicale. Giorgia Meloni et son parti sont un mélange de post-fascisme, de droite radicale, de conservatisme et de nationalisme. Son slogan, «Dieu, famille, patrie», est une bonne synthèse de son idéologie, qui propose au peuple italien de rendre l'Italie à nouveau grande.»⁴

Intitulé «Pour l'Italie – Accord-cadre programmatique pour un gouvernement de centre-droit», leur programme constitue la feuille de route en quinze points avec laquelle la coalition de la Ligue, de la Force d'Italie et des Frères d'Italie souhaite gouverner le pays. Il a été préparé en été

et présenté en août 2022. Le document commence par la politique étrangère. L'Italie, lit-on au premier point, «fait pleinement partie de l'Europe, de l'Alliance atlantique et de l'Occident». Et la politique étrangère sera axée sur «la protection de l'intérêt national et la défense de la patrie» ainsi que sur «le respect des alliances internationales et le renforcement du rôle diplomatique de l'Italie dans le contexte géopolitique». Mais surtout, le «respect des engagements pris dans le cadre de l'Alliance atlantique est réaffirmé, ainsi que «l'adhésion pleine et entière au processus d'intégration européenne, dans la perspective d'une Union européenne plus politique et moins bureaucratique». L'un des points les plus controversés au cours des semaines de négociations au sein de la coalition était la flat tax, sur laquelle le programme final comporte quelques nouveautés. En effet, le texte final parle de «l'extension de la taxe forfaitaire pour les numéros de TVA jusqu'à 100.000 euros de chiffre d'affaires, de la taxe forfaitaire sur les augmentations de revenus par rapport aux années précédentes, avec la perspective d'une nouvelle extension pour les familles et les entreprises». Sur le plan économique, la coalition réaffirme son engagement à «utiliser pleinement les ressources du PNR, en comblant les retards actuels de mise en œuvre» mais annonce un accord avec la Commission européenne «comme prévu par les règlements européens, pour la révision du PNR en fonction de l'évolution des conditions, des besoins et des priorités». Le document parle ensuite de «rendre l'utilisation des fonds européens plus efficace par rapport à l'augmentation de la facture énergétique et des matières premières». Parmi les grands travaux, la promesse de construire le pont sur le détroit de Messine est inscrite noir sur blanc. Parmi les autres points du programme figurent les politiques visant à «soutenir la famille et la natalité», la lutte contre l'immigration clandestine et les politiques de sécurité.

2. L'extrême droite et sa vision du travail et de la politique sociale

Dans le discours, le gouvernement Meloni affiche la «défense du travail» et de l'économie, dont les politiques annoncées comprennent «la réduction du coin fiscal en faveur des entreprises et des travailleurs», «la protection du pouvoir d'achat des familles, des travailleurs et des re-

traités face à la crise économique et aux taux d'inflation élevés», «des interventions sur la TVA pour réduire les prix des biens essentiels et élargir la gamme des biens à TVA réduite» et enfin la réduction de la TVA sur les produits énergétiques.

⁴ What-Can-the-New-Italian-Government-Achieve-Politically-and-Economically.pdf (illiberalism.org) - <https://www.illiberalism.org/wp-content/uploads/2022/11/What-Can-the-New-Italian-Government-Achieve-Politically-and-Economically.pdf>

**Extraits:**

8. Défense du travail, de l'entreprise et de l'économie

- Réduire la pression fiscale en faveur des entreprises et des travailleurs
- Protéger le pouvoir d'achat des familles, des travailleurs et des retraités face à la crise économique et aux taux d'inflation élevés
- Action sur la TVA pour réduire les prix des biens essentiels et élargir la gamme des biens à TVA réduite
- Réduction de la TVA sur les produits énergétiques
- Défisicalisation et incitation au bien-être des entreprises, notamment par la défiscalisation et la décontribution des primes à la production et des bons d'énergie
- Protection accrue des indépendants et des professions libérales, protection des micro et petites entreprises, lutte contre la concurrence déloyale
- Extension de la possibilité d'utiliser des bons de travail, notamment pour les secteurs du tourisme et de l'agriculture
- Lutte contre le travail irrégulier, renforcement de la prévention des accidents et défiscalisation des coûts de la sécurité au travail
- Renforcement des mécanismes de contribution pour la main-d'œuvre féminine, les moins de 35 ans, les handicapés et pour l'embauche dans les zones défavorisées.
- Incitations à l'esprit d'entreprise des femmes et des jeunes, en particulier dans les zones défavorisées.
- Facilitation de l'accès au crédit pour les ménages et les entreprises
- Politiques de soutien aux entreprises à forte intensité d'emploi
- Renforcement des politiques actives du travail
- Relèvement de la limite d'utilisation de l'argent liquide, pour l'aligner sur la moyenne de l'UE
- Primes à la construction: sauvegarde des situations existantes et réorganisation des incitations à la requalification, à la sécurité et à l'efficacité énergétique des bâtiments résidentiels publics et privés

9. État-providence et aide aux nécessiteux

- Redéfinition du système de sécurité sociale afin d'introduire des subventions plus équitables et plus universelles
- Remplacer l'actuel revenu de citoyenneté par des mesures plus efficaces d'inclusion sociale et des politiques actives de formation et d'emploi.
- Augmenter les pensions minimales, sociales et d'invalidité
- Flexibilité dans la sortie du marché du travail et l'accès à la retraite, favorisant le renouvellement des générations.
- Suivi de l'application effective des mesures d'incitation à l'intégration des personnes handicapées dans le monde du travail
- Plan extraordinaire de réaménagement des banlieues, notamment par la revitalisation des logements sociaux
- Renforcement des politiques visant à la prise en charge complète des personnes handicapées, notamment par une augmentation des ressources y afférentes
- Une protection accrue pour les travailleurs fragiles, immunodéprimés et gravement handicapés.⁵

3. La représentation des travailleurs et les syndicats dans le pays

«Depuis les débuts de la Première République, le paysage syndical italien est dominé par trois syndicats principaux: la CGIL (environ 5,5 millions de membres aujourd'hui), la CISL (environ 4 millions de membres) et l'UIL (environ 2,2 millions). Avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, la CGIL (Confédération générale italienne du travail) a été fondée en 1944 en tant que syndicat parapluie à la suite de l'accord dit de Rome de politiciens communistes, sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates. Les années

suivantes ont toutefois vu des scissions au sein de la CGIL, qui ont conduit à la fondation de la CISL (Confédération italienne des syndicats de travailleurs) chrétienne-démocrate et de l'UIL (Union italienne du travail), sociale-démocrate modérée. Dans le système des partis de la Première République, la CGIL a maintenu une proximité avec le Parti communiste (PCI), la CISL avec les Démocrates-chrétiens (Democrazia Cristiana, DC) et l'UIL avec les Républicains (Partito Repubblicano Italiano, PRI) - ce

5 PER L'ITALIA- Accordo quadro di programma per un Governo di centrodestra



qui, dans le cas des liens étroits entre la CGIL et le PCI en particulier, a donné naissance à la notion de «courroie de transmission» (*cinghia di trasmissione*) reliant la politique des partis et des syndicats. Avec la transformation du système de partis italien au début des années 1990, les points de référence traditionnels de la politique des partis pour les trois syndicats ont été perdus (Ceron & Negri, 2017 ; Pulignano, 2007) - ce qui, dans le cas de la CGIL en particulier, a ensuite été aggravé par le parcours néolibéral du PD (Partito Democratico) après sa fondation en 2007 en tant que fusion d'organisations sociales-démocrates et chrétiennes-démocrates. Dans le cas du petit syndicat de droite UGL (Unione Generale del Lavoro, Union générale du travail), qui avait fonctionné comme une organisation de façade du MSI (Mouvement social italien) néofasciste au cours de la Première République, le point de référence politique du parti s'est déplacé d'abord vers l'AN, Alliance nationale, national-conservatrice post-fasciste, puis, à la fin des années 2010, vers la Lega de Matteo Salvini (voir section 4).

La distance croissante entre les syndicats et les partis dans les années 1990 est allée de pair avec une phase de rapprochement mutuel entre les trois principales confédérations syndicales ainsi qu'avec la formation d'un système tripartite de partenariat social entre les syndicats, les employeurs et l'État (Pulignano, 2007). Les bases en ont été jetées par l'accord conclu en 1993 entre la CGIL, la CISL et l'UIL, d'une part, et la principale association d'employeurs Confindustria, d'autre part, prévoyant des conventions collectives de travail (CCNL) au niveau sectoriel entre les syndicats et les employeurs, qui peuvent en outre être complétés par des accords au niveau de l'entreprise, ainsi que la création de représentations syndicales unitaires (RSU) dans les lieux de travail de plus de 15 employés. Les RSU ont remplacé les conseils d'usine qui avaient été établis au cours des luttes syndicales des années 1960 et 1970, et ont institué un système moniste de représentation sur le lieu de travail par le biais d'organi-

sations syndicales au niveau de l'entreprise, les membres des RSU agissant officiellement en tant que délégués syndicaux. Les élections de la RSU ont lieu dans des cycles de trois ans, les syndicats étant généralement autorisés à participer s'ils faisaient partie de la convention collective de niveau national pour le secteur en question ou s'ils parviennent à recueillir les signatures d'au moins 5 % des employés ayant le droit de vote (voir, par exemple, les règles électorales pour le secteur de la métallurgie: FIM-CISL et al., 1993). En général, les deux tiers des membres de la RSU sont directement élus par les travailleurs, tandis que le tiers restant des membres auquel une liste syndicale a droit en fonction du résultat des élections peut être désigné par le syndicat lui-même.

Toutefois, parmi les syndicats de la CGIL, la pratique courante consiste à faire élire directement tous les membres de la RSU en attribuant les mandats aux candidats suivants sur la liste du syndicat. Comme nous le verrons plus en détail dans les sections suivantes, ce sont souvent les angles morts de ces structures de représentation des intérêts qui constituent des ouvertures pour les acteurs de droite dans la sphère des relations de travail: par exemple, sous la forme de consultants en matière de travail proches de la Lega qui offrent leurs services aux petites entreprises (dépourvues de RSU) et leur conseillent d'adopter des politiques du lieu de travail centrées sur l'employeur et libres de l'influence des syndicats et des associations d'employeurs (voir section 3); ou le paradoxe d'une convention collective conclue entre des entreprises et un syndicat de droite favorable aux entreprises et aux chiffres d'adhésion douteux, comme ce fut le cas avec l'accord controversé entre l'UGL et AssoDelivery pour le secteur de la livraison de nourriture en septembre 2020 (voir section 4). Ce dernier a été rendu possible par l'absence d'un cadre juridique réglementant le statut représentatif des syndicats habilités à mener des négociations collectives au sein d'un secteur»⁶.

4. Positions et actions des syndicats vis-à-vis de l'extrême droite

«En Italie, la présence d'un syndicat de droite sur le lieu de travail (UGL) va de pair avec un profil bas sur les questions politiques ainsi qu'un positionnement dans les relations de travail que l'on peut qualifier de marginal (surtout dans le secteur de la métallurgie) et de mixte (à la fois comme un syndicat «jaune» et un syndicat de protestation, selon le contexte). Ce qui constitue sans doute

un plus grand défi pour les syndicats, c'est la montée en puissance d'une Lega d'un nouveau genre qui fait appel aux intérêts des travailleurs dans les domaines de l'immigration, des retraites et de la politique fiscale en particulier, et qui a une stratégie d'organisation reconnaissable au niveau des employeurs et des travailleurs: à savoir, via des liens étroits avec l'UGL, d'une part, et

6 Seongcheol Kim, Samuel Greef, and Wolfgang Schroeder, Project Report: More democracy not discrimination and racism at the workplace, Kassel, 2022, p. 174.



des consultants privés en matière de travail d'autre part, qui préconisent des politiques du lieu de travail centrées sur l'employeur, sans l'influence des syndicats et des associations d'employeurs. Ce mélange distinctif de stratégies programmatiques et d'organisation, ainsi que les liens avec les entreprises et les acteurs du monde du travail, se démarquent parmi les six études nationales, et rendent le défi de l'extrême droite pour les principaux syndicats en Italie particulièrement dangereux. La FIOM de Lamborghini à Sant'Agata Bolognese se caractérise par une stratégie de réponse clairement identifiable sous la forme d'une éducation politique sur le lieu de travail axée sur l'antifascisme - un format qui se distingue également parmi les six études nationales par sa grande couverture sur le lieu de travail, étant donné la nature obligatoire du programme de formation sur la Constitution et les assemblées sur le lieu de travail généralement bien suivies. Dans le contexte spécifique de Lamborghini, cette stratégie peut être considérée comme efficace dans

la mesure où le syndicat, en affirmant ouvertement son identité politique, n'a pas à faire face à des dissensions lors des assemblées sur le lieu de travail ou à des pertes de membres. Dans ce cas, cependant, l'usine Lamborghini fait honneur à sa réputation d'oasis de partenariat social et de culture de la participation en Italie, de sorte que les expériences qui y sont faites ne sont guère transférables à d'autres secteurs ou entreprises. Les exemples de Schnellecke et de Berco montrent les limites (ou l'absence totale) d'une telle stratégie de réponse dans des contextes où il y a soit un manque de volonté claire de la part du syndicat de s'opposer à l'extrême droite, soit une forte attirance pour la politique d'immigration de la Lega au sein de la main-d'œuvre, qu'il est difficile d'endiguer par un travail éducatif du syndicat - même si le syndicat est prêt à faire des efforts en ce sens assumer une fonction pédagogique avec des positions politiques claires dans les assemblées sur le lieu de travail, comme c'est le cas chez Berco.»⁷

5. Stratégies des syndicats confédéraux a l'égard de l'extrême droite



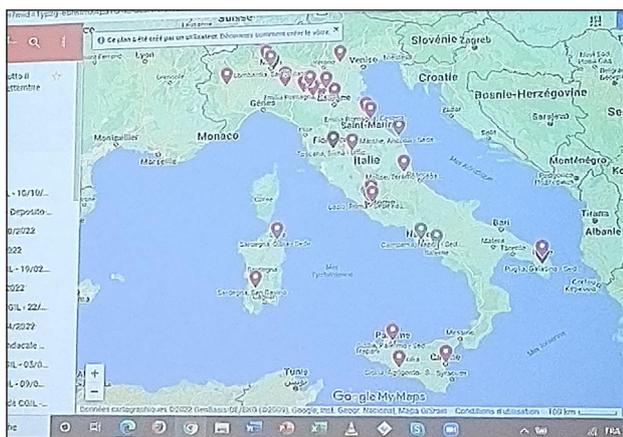
Le samedi 9 octobre 2021, dans le cadre d'un cortège de *No Green Pass* (l'équivalent du *Covid Safe Ticket*), des centaines de *squadri fascisti* se sont attaqués au siège central de la CGIL à Rome. Ils sont rentrés dans le bâtiment et en ont saccagé des parties sans qu'il y ait eu de blessés. L'attaque crée une immense vague d'indignation en Italie et à l'étranger, rappelant de sombres souvenirs. Juste après, le samedi 16 octobre, les trois syndicats italiens se sont mobilisés dans les rues de Rome lors d'une manifestation nationale pour dénoncer cette attaque. Les syndicats belges et les syndicats présents à Bruxelles ont organisé des actions de solidarité au même moment, notamment dans le quartier européen. L'acte, particulier dans sa virulence, n'est néanmoins pas unique, comme le montre la carte ci-



“Roma, l'assalto alla sede CG IL: tutte le immagini istantane dopo istante”

après produite par les services de la CGIL. Trente-huit actes de vandalisme clairement d'extrême droite ont pu être identifiés pendant une période d'un an, d'octobre 2021 à octobre 2022. Ils s'agissait notamment de tags menaçants, à l'égard des secrétaires généraux de trois confédérations CGIL, CISL et UIL.

La CGIL n'a pas seulement mis en place des initiatives nationales, elle a depuis lors aussi multiplié des initiatives de lutte contre l'extrême droite au niveau européen et international, avec la proposition d'un manifeste syndical antifasciste international présenté lors de la conférence à mi-mandat de la CES, fin 2021, ensuite lors d'activités commémoratives, un an après l'attaque du siège en octobre 2022 et lors de leur congrès, en mars 2023.



Des formations européennes ont par ailleurs aussi été créées à l'impulsion de la CGIL, avec l'appui de l'ETUI. Le contexte institutionnel a néanmoins fortement changé depuis lors. Les élections ont eu lieu entretemps. Plus de 100 jours après le début du gouvernement Meloni, les syndicats font un bilan critique. Maurizio Landini, de la CGIL, déclare: «100 jours de gouvernement Meloni. Le pays s'est encore appauvri. Qu'est-ce qui a changé? Pour qui cela va-t-il bien? La majorité n'arrive pas à la fin du mois». La CISL fait une évaluation en partie plus positive de l'action gouvernementale, et insiste de concentrer son évaluation sur les actions concrètes et de ne pas vouloir faire de l'idéologie. Au niveau de la concertation sociale interprofessionnelle, Meloni a donné une place à l'UGL, maintenant quatre organisations syndicales présentes.

En mars 2023, la situation a encore substantiellement évolué. Giorgio Meloni est invitée au congrès de la CGIL. «Non au salaire minimum. Réduisons la charge fiscale. L'abolition du revenu de citoyenneté est nécessaire», y a-t-elle déclaré. Matteo Salvini est intervenu entretemps lors d'événements de la CISL, avec une communication de la CISL sur les réseaux sociaux, très favorable pour Salvini. Entretemps, les syndicats italiens ont organisé en mars 2023 des activités antifascistes, comme un train de mémoire, avec des militants en visite dans un camp de concentration en Autriche à Mauthausen. Leur champ d'intervention et de plaidoyer reste néanmoins focalisé sur le travail. C'est à ce niveau qu'un calendrier d'action a été proposé en front commun CGIL-CISL-UIL après le congrès de la CGIL. L'action syndicale sur des thèmes plus sociétaux existe, mais elle est toute même beaucoup plus limitée. Plusieurs évolutions et événements en mars 2023 sont dénoncés avec force par les confédérations, mais sans que cela constitue une entrave pour la normalisation des relations avec ce gouvernement. C'est notamment le cas de la politique de migration, suite à la mort de 72 réfugiés près des côtes italiennes, à Cutro en Calabre, ou suite aux attaques à l'homoparentalité, ou encore face à

la situation de la presse de plus en plus précaire, constatée par la Fédération européenne des journalistes (EFJ) après le raid de la rédaction de Domani. Il y a par ailleurs aussi de fortes inquiétudes dans le secteur judiciaire que les projets de réforme pourront saper les initiatives mises en place dans la lutte contre la corruption et dans la lutte antimafia.⁸

Des intellectuels comme David Broder, qui présente ces jours-ci ses recherches à l'Institut Universitaire Européen (EUI) à Florence, rappellent qu'il n'y a pas de fin d'alerte par rapport aux risques de fascismes en Italie, au contraire: «Depuis son entrée au gouvernement, il a mis en avant une vision conservatrice de la culture catholique italienne (...), et a été récompensé par une nouvelle hausse dans les sondages d'opinion. Pourtant, ni ces questions ni les politiques de M^{me} Meloni ne sont nouvelles ou propres à son parti. Les positions de sa coalition sont assez similaires à celles des coalitions dirigées en 1994, 2001-2006 et 2008- 2011 par Silvio Berlusconi, un homme qui a notamment déclaré que Mussolini était "un bon dirigeant" qui envoyait les gens "en vacances"».⁹

«La bonne nouvelle est donc que le succès de Fratelli d'Italia ne signifie pas que le fascisme a soudainement été ressuscité en Italie. La mauvaise nouvelle, c'est que cette résurrection dure depuis des décennies et que les idées associées au fascisme sont largement partagées par les partis de droite. Ces partis, qui travaillent généralement de manière plus cohérente que les partis de gauche, ont recueilli 35 à 45% des voix lors des deux dernières élections générales. La question de savoir s'il faut s'en préoccuper durablement dépend de deux éléments. Premièrement, la coalition tentera-t-elle sérieusement de réformer la constitution italienne afin de centraliser le pouvoir dans une présidence élue au suffrage universel direct?

La droite, qui croit à l'efficacité d'un gouvernement ferme, souhaiterait contrôler ce processus. Cette idée a été avancée par Meloni, mais il est difficile de voir comment une telle réforme pourrait être réalisée, étant donné que les changements constitutionnels doivent être approuvés par référendum. La seconde est de savoir si des groupes dissidents associés à la droite recourent à la violence lors d'une future crise, et comment le gouvernement Meloni réagit si c'est le cas. L'Italie d'aujourd'hui est plus paisible que celle des années 1970, lorsque la 'stratégie de la tension' néo-fasciste était à son apogée. Puisse-t-elle le rester longtemps.»

8 Arte 27 <https://www.youtube.com/shorts/mPXQDn-lrCg>

9 Mussolini's Grandchildren - the long shadow of fascism in Italy (ftcom) <https://www.ft.com/content/622c65d1-22fd-45aa-8a0b-86c0a6d74c43>







L'extrême droite et les syndicats en **Pologne**

1. L'extrême droite dans le paysage politique polonais

Le paysage politique polonais se décompose grosso modo en 3 blocs. Le premier est celui du parti gouvernemental PiS (Droit et Justice) qui décroche la majorité absolue avec 43,6% des suffrages lors des élections de 2019. Au Parlement européen, le PiS fait partie du groupe de la droite conservatrice ECR. Le deuxième bloc est la Plateforme civique, qui a obtenu 27,4% des suffrages lors des dernières élections. Au Parlement européen, la Plateforme civique fait partie du PPE. Lewica et Razeem constituent le troisième bloc de gauche, de taille plus modeste. Ce bloc, qui a obtenu 12,6% des voix, fait partie du groupe S&D. Des élections sont prévues en fin d'année. Le PiS (37%) est en tête dans les sondages, mais une coalition de l'opposition se dessine entre le plus modeste bloc de gauche et la Plateforme civique. Cette coalition pourrait bien constituer un sérieux obstacle à une 3^e victoire électorale consécutive du PiS.

Depuis la chute du Mur et jusqu'à ce jour, le paysage politique polonais est particulièrement redevable à l'évolution des syndicats. Créé en 1980 sur les chantiers navals de Gdansk, Solidarnosc fut le premier syndicat indépendant et démocratique d'Europe orientale. À l'époque, Solidarnosc fut à la fois un syndicat qui luttait pour les droits sociaux, et un mouvement populaire d'environ 10 millions de membres, qui bénéficiait d'une large adhésion et qui menait aussi le combat des droits civils et politiques. L'OPZZ fut créé en 1984, sur les cendres de l'ancien syndicat CRZZ, qui était lié à l'État et au Parti communiste. Toutefois, beaucoup de ses centrales professionnelles sont bien plus anciennes et, à l'instar de ZNP, l'importante centrale de l'enseignement, remontent au début du

XX^e siècle. Lors des grands bouleversements politiques, économiques et sociaux à la fin des années 1980 et au début des années 1990, Solidarnosc se transforma lui-même, dans un premier temps, en un parti politique, tandis que l'OPZZ fournissait des parlementaires au bloc de gauche (ex communiste), le SLD. Le mouvement Solidarnosc se décomposa ensuite en deux blocs politiques. Il y eut d'une part la Plateforme civique de Donald Tusk, qui était libérale du point de vue culturel mais surtout économique. La Plateforme civique était l'avocat, mais surtout l'exécutant, d'une transition dure vers l'économie de marché qui s'accompagnait d'une attaque contre les acquis sociaux et les droits du travail. Il y a d'autre part le PiS des frères Kaszinski qui prône une politique plus sociale, mais qui se positionne en même temps comme un parti nationaliste, identitaire, conservateur, catholique et anticommuniste.

Le rapport *'More democracy, not racism at the workplace'* («Plus de démocratie, pas de racisme sur le lieu de travail») identifie l'extrême droite comme un courant politique avec un agglomérat de pratiques et d'idées qui se regroupent en 3 catégories: 1) le nativisme/nationalisme, la xénophobie et le racisme; 2) l'autoritarisme et une vision du monde traditionnelle et hiérarchisée; 3) le populisme. Le peuple contre l'élite. Le PiS est surtout un parti nationaliste, dont le caractère xénophobe s'exprime non seulement au travers d'une attitude négative vis-à-vis des migrants musulmans, mais aussi par un réflexe nationaliste à l'égard des ennemis héréditaires de la Pologne: la Russie, tout d'abord, mais aussi (dans une moindre mesure) l'Allemagne. Le réflexe xénophobe s'étend (parfois)



contre l'Europe (occidentale) et l'Union européenne; ce réflexe joue ainsi sur le sentiment de la population polonaise et d'Europe centrale et orientale, qui estime que l'Union européenne (et les citoyens d'Europe occidentale) les traitent comme des citoyens de second ordre. Ce nationalisme se retourne surtout contre les nombreuses multinationales étrangères qui ne traitent pas les travailleurs en Pologne de la même façon que les travailleurs de leur pays d'origine en Europe occidentale (c'est-à-dire en Allemagne). Les employeurs étrangers sont comparés à l'État et au parti gouvernemental polonais qui, eux, défendent le peuple. Notons toutefois un point positif: le PiS s'engage pour les réfugiés ukrainiens en Pologne (1,5 million), qui ont obtenu l'accès à l'emploi et à la protection sociale et sont traités de la même manière que la population polonaise.

Le PiS tient un discours populiste à l'égard des anciennes élites ex-communistes. Le parti leur reproche de toujours constituer une menace pour le peuple car elles ont encore la haute main sur l'*État souterrain*. Cette menace des anciennes élites ex-communistes s'exprime en premier lieu par le pouvoir judiciaire, qui refuse d'exécuter la volonté du peuple et, plus précisément, de la majorité parlementaire. Ces dernières années, le PiS a opté pour une stratégie visant à renforcer le contrôle du pouvoir exécutif sur le judiciaire. À cause de ces interventions, le PiS est

en confrontation avec l'Union européenne, qui juge qu'il s'agit d'une atteinte grave à l'État de droit. Le PiS a récemment dû revoir quelque peu sa stratégie et rendre plus d'autonomie au pouvoir judiciaire, sans quoi il risquait de perdre l'accès aux Fonds européens, le fonds européen pour la relance, d'un montant de 35 milliards d'euros.

La façon dont le PiS promeut une politique basée sur les valeurs familiales, qui ne peut être dissociée de la politique sociale généreuse (cf. infra), est particulièrement révélatrice de l'autoritarisme du parti. Les investissements sociaux sont destinés aux allocations élevées mais pas aux investissements collectifs dans les garderies et les équipements collectifs. L'État et l'Église catholique promeuvent une répartition traditionnelle des rôles entre l'homme et la femme, celle-ci étant prioritairement destinée à éduquer au sein de la famille et moins à participer au marché du travail. Le PiS rejette aussi la prétendue « idéologie du genre ». L'État et l'Église considèrent le concept de *genre comme une construction sociale des rôles masculins* et féminins comme une attaque contre le rôle naturel des hommes et des femmes. La lutte contre « l'idéologie du genre » signifie aussi une lutte contre « l'idéologie LGBT+ ». Cette lutte inclut la limitation des droits sexuels et reproducteurs des femmes et des hommes par l'Église et l'État, avec en point d'orgue la très sévère limitation du droit à l'avortement en 2020.

2. L'extrême droite et ses stratégies et interventions en matière d'emploi et de politique sociale

Le PiS promeut un nationalisme teinté d'État-Providence social. Sa politique est presque social-démocrate, mais elle insiste bien davantage sur la consommation sociale (les subventions) que sur les investissements dans les équipements collectifs (les garderies mais aussi l'enseignement). Les salaires minimums ont été majorés à plusieurs reprises depuis 2015. Le PiS a refusé plusieurs fois de valider les accords conclus entre syndicats et employeurs dans le cadre du conseil du dialogue social national (RSD) et il a fixé unilatéralement des salaires minimums plus élevés. Les allocations familiales majorées

signifient que le revenu du ménage augmente de 20 à 40%. L'âge de la pension a été relevé et le montant de la pension majoré. La réforme de la loi sur le travail, adoptée sous le gouvernement de la Plateforme civique (2007-2014), avait surtout provoqué une grande précarisation du travail; d'autre part, un très grand nombre de « *junk contracts* » ou de contrats de faux indépendants ont été remis en cause pour accroître la sécurité d'emploi. La « *flat tax* » a été supprimée pour en revenir à une taxation progressive.

3. Les syndicats et la représentation des travailleurs en Pologne

La Pologne compte trois confédérations syndicales nationales agréées. Les deux principales, d'importance numérique quasiment égale, sont l'OPZZ et Solidarnosc, qui,

selon les estimations, comptent chacune environ 500.000 affiliés. Le troisième syndicat, FZZ, compte 300.000 affiliés. Ces trois organisations comptabilisent ensemble



1,3 million d'affiliés, alors qu'on dénombre en Pologne 1,5 million de travailleurs syndiqués. Il reste donc environ 200.000 travailleurs affiliés à un syndicat indépendant. La Pologne se distingue par un faible taux de syndicalisation (environ 15%) ; celui-ci varie de 29% dans le secteur public à moins de 10% dans le secteur privé. Parce qu'il n'y a quasiment pas de négociations sectorielles, et parce que l'extension de la force contraignante des CCT, pourtant prévue dans la loi, n'est pas appliquée, le nombre de travailleurs couverts par des CCT ne dépasse pas 15%, à l'instar du taux de syndicalisation. Le conseil national tripartite du dialogue social national (RSD) n'a pas d'existence régulière, notamment parce que Solidarnosc et le gouvernement n'y siègent pas régulièrement.

La base représentative de l'OPZZ diffère de celle de Solidarnosc. Solidarnosc est mieux implanté dans les secteurs privé, minier et de l'industrie, en particulier dans l'industrie automobile, dans les transports et la distribution, tandis que l'OPZZ est davantage présent dans le secteur public, surtout dans l'enseignement. Les centrales sont le centre de gravité de l'OPZZ en tant qu'organisation syndicale; c'est encore davantage le cas pour les 82 sections syndicales rattachées à un lieu de travail et qui sont affiliées à 7 fédérations professionnelles. Solidarnosc, par contre, dispose d'une structure interprofessionnelle et unitaire, dont la confédération et les fédérations interprofessionnelles régionales constituent le centre de gravité.

4. Les stratégies des syndicats vis-à-vis de l'extrême droite

L'OPZZ et Solidarnosc se différencient également par leurs pratiques et positions politiques et d'idéologie syndicale. Avant les élections de 2014, Solidarnosc avait conclu une alliance avec le parti populiste et social PiS. Cette alliance incluait un accord programmatique pour une politique plus sociale. L'alliance fut poursuivie lors des élections de 2019. Alors que Solidarnosc se rapprochait bien davantage du politique à partir de 2014 et, en tant que tel, se voyait accorder un statut préférentiel par le parti gouvernemental, avec des accords directs conclus avec le gouvernement en dehors des instances du dialogue social, l'OPZZ choisit de conserver davantage de distances vis-à-vis du monde politique et de rechercher le progrès social grâce aux négociations collectives et à l'action sociale, de même qu'un dialogue social qui fonctionne.

Il n'existe plus de liens formels entre l'OPZZ et les partis du bloc socialiste de gauche, mais bien des affinités et contacts permanents, car on estime que 80% de membres de l'OPZZ votent pour un parti du bloc de gauche. L'OPZZ recherche une bonne collaboration avec les deux autres syndicats. Depuis 2014, ces tentatives réussissent mieux avec le FZZ qu'avec Solidarnosc au niveau national, parce que Solidarnosc estime qu'une collaboration bilatérale directe avec le gouvernement constitue un meilleur moyen d'atteindre ses objectifs en matière de politique sociale. En raison de ses fondements nationalistes, Solidarnosc considère les entreprises, souvent étrangères, comme l'ennemi, plutôt que son propre gouvernement polonais. L'OPZZ considère qu'il s'agit «d'une attitude populiste, anti-multinationales». Dans les entreprises, les lieux où Solidarnosc et l'OPZZ collaborent sont légion.

Solidarnosc continue de revendiquer fermement le progrès social et la redistribution sociale pour les travailleurs polonais. Toutefois, la voix chrétienne de l'identité nationale conservatrice résonne également très fort dans la communication quotidienne. Ainsi, le président Piotr Duda a dénoncé «l'idéologie LGBT» dans l'hebdomadaire de Solidarnosc, et il a appelé ses affiliés à une contre-manifestation dans la manifestation du mouvement féministe contre le démantèlement, en 2020, de la loi relative à l'avortement. Certains groupes de Solidarnosc sont proches de l'extrême droite, de la xénophobie, du racisme et de la Garde nationale d'extrême droite. Solidarnosc est aussi climatosceptique, et surtout critique à l'égard du Green Deal européen. Notons toutefois que Solidarnosc dispose d'une solide base parmi les 100.000 mineurs polonais, surtout en Silésie, et qu'en 2021 ils ont négocié un accord avec le gouvernement pour la fermeture des mines de charbon en 2030 moyennant un plan social et une remise à l'emploi des mineurs.

L'OPZZ choisit de ne pas aller au clash avec Solidarnosc ni avec le PiS et les valeurs culturelles nationalistes et conservatrices qu'ils promeuvent. L'OPZZ préfère un ton neutre et opte pour une stratégie qui met l'accent sur les thèmes économiques et sociaux, pour lesquels le syndicat peut effectivement rechercher des accords avec Solidarnosc et le gouvernement. Le rapport caractérise cette approche comme «du syndicalisme économique». On ne mise pas non plus sur l'éducation politique des travailleurs aux valeurs que défend le syndicalisme démocratique, contre le caractère autoritaire, populiste et nationaliste/xénophobe d'au moins une partie de la politique gouvernementale. Le programme que l'OPZZ



a adopté lors de son congrès en décembre 2022 et son action sur le terrain démontrent clairement que l'OPZZ soutient bien davantage les droits des minorités, la démocratie et l'État de droit, ainsi que l'Union européenne. Mais l'OPZZ ne prend pas de positions confédérales officielles sur des questions religieuses ou de santé sexuelle

ou reproductive. Le syndicat ne se positionne donc pas sur les protestations des mouvements féministes suite au durcissement de la loi relative à l'avortement, des événements de la LGBTI Pride, ou vis-à-vis du Comité pour la défense de la démocratie.





L'extrême droite et les syndicats en **Hongrie**

1. L'extrême droite dans le paysage politique hongrois

Le gouvernement hongrois est constitué des partis majoritaires Fidesz et de son petit partenaire de coalition, le KNP, après qu'ils aient obtenu la majorité absolue – 53% des voix – lors des dernières élections, en avril 2022. Le bloc d'opposition, constitué de six partis allant du MSZP (socialiste) et du DK (libéraux de gauche) au Jobbik (extrême droite) a obtenu 35% des voix.

Ce scrutin marque la 3^e victoire électorale consécutive du Fidesz. Ce parti est arrivé au pouvoir en 2010, après quasiment une décennie marquée par l'instabilité politique, les scandales de corruption, les problèmes budgétaires et les malaises sociaux. La victoire électorale du Fidesz était une réaction contre dix années de politique de sobriété et les conséquences désastreuses des processus de transition conduits par le parti socialiste MSZP.

Le Fidesz fut initialement créé en 1988 comme un parti de jeunes libéraux. Après la chute du Mur, il se transforma en un parti nationaliste conservateur qui fut pendant des années proche de la CDU (démocrates-chrétiens) et, jusqu'en 2021, membre du PPE. Le caractère autoritaire du parti et de son leader, Viktor Orban, ne se révéla vraiment que lorsque le Fidesz accéda au pouvoir. L'autoritarisme se manifesta avant tout lors de la modification de la Constitution, en 2011, qui inscrit dans la Constitution le fait que la politique hongroise devait être fondée sur quatre valeurs cardinales : la famille, le travail, la religion et l'ordre. Orban et le Fidesz sont particulièrement

sceptiques à l'égard de «l'idéologie du genre» qui sape les rôles naturels des hommes et des femmes, mais aussi à l'égard de l'idéologie LGBTI. Pour ce motif, la Hongrie, à l'instar de six autres pays d'Europe orientale d'ailleurs, n'a pas ratifié la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. En 2015, en pleine crise migratoire, les dures mesures anti-migration furent présentées comme nécessaires pour protéger la culture, la religion chrétienne et le mode de vie hongrois. La xénophobie et le racisme visent les populations de juifs et de Roms qui vivent en Hongrie depuis longtemps, et pas seulement les migrants musulmans. L'antisémitisme s'est surtout manifesté dans la campagne contre George Soros, qui fut contraint de fermer sa renommée Central European University à Budapest ainsi que les activités de l'Open Society Foundation. La politique de criminalisation de la pauvreté et du sans-abrisme est aussi une politique raciste, car elle touche en premier lieu les Roms.

Le Fidesz et Orban ont mené ces dernières années une stratégie visant à accroître le contrôle de l'exécutif sur le pouvoir judiciaire. À cause de ces interventions, la Hongrie est en confrontation directe avec l'Union européenne, qui juge qu'il s'agit d'une atteinte grave à l'État de droit. Selon une résolution du Parlement européen (septembre 2022), la Hongrie n'est pas une démocratie, mais bien «une autocratie électorale» - un système constitutionnel où des élections sont organisées, mais où les normes et valeurs



démocratiques ne sont pas respectées. Suite au rapport négatif sur l'État de droit à propos de la Hongrie, la Commission européenne a bloqué 6,3 milliards de fonds de cohésion. Ces fonds seront libérés si la Hongrie s'engage réellement dans la lutte contre la corruption et pour le rétablissement de l'indépendance du pouvoir judiciaire et des médias.

Durant l'année écoulée, avec sa position en faveur de Poutine, son opposition aux sanctions contre la Russie et à l'aide financière et militaire à l'Ukraine, Orbán s'est isolé au sein de l'UE mais également au sein des pays du groupe de Visegrad.

Tandis que le Fidesz se radicalisait de plus en plus comme un parti autoritaire de droite, le Jobbik (extrême droite) s'engageait plutôt dans un processus de déradicalisation. Ce parti fut créé en 2003 comme parti néonazi d'extrême droite, qui ne rejetait pas la violence dans les rues. Après la prise du pouvoir en 2010 et sous la présidence de Vona depuis 2013/14, le Jobbik s'est davantage manifesté comme un parti national conservateur moderne. Le discours du parti devient beaucoup plus modéré après la victoire électorale du Fidesz en 2018. Lors des élections de 2019 et 2022, le Jobbik cherche même un rapprochement avec le bloc d'opposition, dont les libéraux de gauche et le parti socialiste.

2. L'extrême droite et ses stratégies et interventions par rapport à l'emploi et la politique sociale

Entre 2006 et 2010, le Fidesz mena une opposition vigoureuse contre la politique gouvernementale conduite par le parti socialiste MSZP – un mélange de sobriété, de réduction des services publics, de l'emploi, du revenu et de la protection sociale des travailleurs. À l'époque, le Fidesz s'érigea en défenseur des travailleurs et des services publics; le parti mita également sur son propre département des travailleurs et sur le développement de LIGA, un syndical qui lui était loyal.

Parti gouvernemental depuis 2010, le Fidesz mène une politique économique nationaliste, axée sur la propriété nationale des moyens de production, qui prône notamment le rachat des banques comme base du développement économique hongrois. Mais cette politique sert tout autant à développer le pouvoir politique du Fidesz. Ce parti clame haut et fort que le soutien accordé à une classe d'entrepreneurs et d'hommes d'affaires nationaux permettra de créer de l'emploi et de la prospérité. En réalité, les adjudications de travaux publics et de services sont attribuées à des personnes loyales au parti et une oligarchie d'entrepreneurs loyaux au parti se crée. Malgré l'insistance sur une politique de nationalisme économique, la Hongrie mène une politique économique très amicale vis-à-vis des investisseurs étrangers. Afin d'attirer les investisseurs étrangers, les entreprises et multinationales étrangères sont quasiment exonérées de leurs obligations fiscales. La Hongrie pratique une «flat tax» de 16% pour tous les contribuables, qu'ils soient riches ou pauvres. Le taux de l'impôt des sociétés (9%) est le

plus bas d'Europe et les subventions aux entreprises profitent surtout aux producteurs allemands, principalement les producteurs d'automobiles Audi, Mercedes et BMW. Selon l'Institut syndical européen (ETUI), la politique économique et sociale du gouvernement hongrois se caractérise par une politique de concurrence économique («low road competitiveness policy») basée sur de bas salaires, de longues journées de travail et des faibles normes et droits du travail, bref «du travail à bon marché» («cheap labour»). Les syndicats ont dénoncé la loi de 2017 sur le travail, la considérant comme une «loi des esclaves» parce qu'elle autorise les entreprises à instaurer un régime de travail qui prévoit jusqu'à 400 heures supplémentaires par an sans la participation des travailleurs. Cette loi sur le travail a aussi organisé une forte déréglementation (surtout concernant les règles en matière de licenciement) et une accentuation de la flexibilité et de la précarité des contrats de travail. L'attaque contre les droits du travail va de pair avec une attaque contre les droits syndicaux (cf. infra); ainsi, en 2020, la suspension du droit de grève a été renforcée en pleine pandémie.

La politique sociale du Fidesz est axée sur les valeurs conservatrices nationales que sont la famille et le travail. Le programme de travaux publics dans des régions économiquement moins développées à fort taux de chômage est le principal instrument de la politique sociale. Les esprits critiques considèrent surtout cette politique comme un moyen de priver les chômeurs de leurs allocations et d'encourager ces derniers à travailler pour



un salaire inférieur au salaire minimum statutaire. En Hongrie, les indemnités familiales sont accordées sous la forme d'abattements fiscaux à ceux qui ont un emploi, dans l'économie formelle, de sorte que les bénéficiaires appartiennent surtout à la classe moyenne. Malgré des promesses antérieures, la politique de coupes sombres dans les dépenses publiques pour les soins de santé et le bien-être, initiée sous le gouvernement précédent, n'a pas été remise en cause.

Soucieux de s'opposer à la politique économique libérale et conservatrice du parti gouvernemental Fidesz, le parti Jobbik a opéré un virage à gauche. Il se profile comme le défenseur des intérêts des travailleurs et des syndicats. Jobbik s'oppose à la mondialisation et au colonialisme; il combat les inégalités entre l'Europe orientale et occidentale et le fait que les travailleurs hongrois sont considérés comme des travailleurs de seconde classe.

3. Les syndicats et la représentation des travailleurs en Hongrie

La Hongrie compte cinq confédérations syndicales nationales, affiliées à la CES et la CSI. La principale organisation syndicale, MASZSZ, fut créée en 2013, suite à la fusion entre l'ancien syndicat socialiste étatique MSZOSZ et plusieurs syndicats de moindre importance. L'organisation compte 110.000 affiliés, surtout dans le secteur privé. Le syndicat ESZT compte 76.000 affiliés, surtout dans l'enseignement. SZEF compte 60.000 affiliés dans les services publics. LIGA compte 100.000 affiliés et MUNKÁNS-TANÁCSOK 50.000. LIGA et MUNKÁNS-TANÁCSOK ne sont pas issus de l'ancien syndicat étatique, mais bien des groupes contestataires qui, dans les années 1980 en 1990, s'opposaient au modèle communiste piloté par l'État. Outre les cinq confédérations syndicales nationales, on compte également quelques syndicats sectoriels ou d'entreprise. On estime que 9% des travailleurs sont syndiqués.

Il existe en Hongrie un système de représentation des travailleurs sur le lieu de travail avec des conseils d'entreprise à partir de 50 travailleurs mais la loi de 2012 sur le travail a fortement limité les compétences de ce conseil d'entreprise aux seuls droits de codécision, à tel point qu'il s'agit surtout, aujourd'hui, d'un organe d'information. Le dialogue social a été fortement édulcoré au plan national. Le National Interest Representation Council tripartite a été remplacé par le conseil consultatif National Economic and Societal Council, dont le gouvernement ne fait pas partie, au contraire des organisations religieuses et des ONG. Les salaires minimums sont définis statutairement par le gouvernement. Vingt-neuf pour cent des travailleurs sont couverts par des CCT; les CCT sectorielles sont très rares. Bien qu'elle existe, la force obligatoire des CCT est rarement appliquée. Par conséquent, les CCT sont négociées au niveau de l'entreprise ou du lieu de travail.

4. Les stratégies des syndicats vis-à-vis de l'extrême droite

La stratégie des syndicats vis-à-vis de l'extrême droite en Hongrie est fortement polarisée. Le parti gouvernemental accorde un statut préférentiel à LIGA et à MUNKÁNS-TANÁCSOK; ces organisations sont consultées en dehors des instances du dialogue social national qui, nous l'avons vu, n'ont quasiment pas d'existence substantielle. Elles signent aussi les modalités relatives au salaire minimum fixées par le gouvernement. Lorsque le Fidesz était dans l'opposition, il a initialement développé et soutenu financièrement LIGA comme un syndicat loyal au parti. Plus récemment, LIGA s'est profilé de façon plus indépendante, surtout à cause de la rude attaque du gouvernement contre les droits syndicaux et du travail. MU-

NKÁNS-TANÁCSOK est le syndicat le plus fidèle au gouvernement. Ni LIGA ni MUNKÁNS-TANÁCSOK ne s'expriment jamais publiquement sur la politique du gouvernement dans les domaines politiques et sociaux. Le prédécesseur du MASZSZ, le MZSOSZ, était lié au parti socialiste MSZP, mais le MASZSZ a été créé sous la forme d'un syndicat sans appartenance partisane. Avec l'ESZT et le SZEF, ils constituent le bloc syndical critique du gouvernement. Dans ses prises de position et ses actions en public, dans l'opinion publique et sur le lieu de travail, le MASZSZ choisit de se concentrer sur les thèmes de l'emploi, du revenu et de la défense des intérêts de ses membres, plutôt que sur des prises de position fortes contre le gouvernement



dans les domaines de la migration, du climat et de l'État de droit. À l'époque du référendum concernant la crise de l'asile, le MASZSZ ne s'est pas exprimé non plus. Le syndicat n'a que très peu de capacités de formation politique. Le travail de formation se limite à la formation technique, axée sur le mandat, des membres des conseils d'entreprise et la connaissance de la législation du travail et des négociations collectives. Le rapport «*More democracy, not racism at the workplace*» («Plus de démocratie, pas de racisme sur le lieu de travail») utilise les termes «*economic unionism*» (syndicalisme économique) ou «*bread and*

butter trade unionism» (syndicalisme du quotidien) pour résumer cette stratégie. L'étude impute cette stratégie plutôt minimaliste à la fragmentation et la polarisation du mouvement syndical hongrois entre un bloc de gauche et un bloc de droite, avec un mouvement syndical incapable d'agir de façon unanime contre le gouvernement et sa propre faiblesse organisationnelle. Le niveau du dialogue social et les droits syndicaux sont également très faibles, de sorte que le MASZSZ et ses alliés sont plutôt obligés de se contenter de se focaliser sur les thèmes de l'emploi, du revenu et de la protection sociale.





Conclusion

Proposition de plan d'action de la CES - Stratégies syndicales pour vaincre l'extrême droite

VUE D'ENSEMBLE

1. «S'appuyant sur les leçons tirées des actions réussies de la feuille de route 2021-2022 de la CES *«Élaborer la réponse syndicale face à la montée de l'extrême droite»*, la CES intensifiera et renforcera son plan d'action contre l'extrême droite pour la période 2023-2024. Une mesure clé consistera à plaider pour que le 8 mai, jour de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe, soit un jour férié supplémentaire dans toute l'Europe pour célébrer la lutte contre l'extrême droite. La lutte contre les idées d'extrême droite nécessite une stratégie polyvalente et crée une revendication que tous les travailleurs peuvent soutenir.
2. Les syndicats croient avant tout à la solidarité, à la recherche d'une vie meilleure et à la justice sociale pour tous les travailleurs, quel que soit leur milieu d'origine. Ils sont à l'opposé de l'extrême droite. Ils prônent l'unité plutôt que la division, et s'efforcent de proposer des alternatives audacieuses.
3. L'inégalité des richesses et des revenus, la délocalisation des entreprises, le dumping social, l'augmentation du nombre de faux travailleurs indépendants, la précarité et le démantèlement du filet de sécurité sociale ne sont que quelques-uns des éléments qui permettent aux mouvements d'extrême droite de se propager. Leur accession au pouvoir, la normalisation de leur discours clivant et leur coopération avec d'autres forces politiques ont eu des conséquences désastreuses pour le climat, les personnes de couleur, le genre et les droits des femmes, les migrants et les réfugiés, ainsi que les personnes LGBTQIA+, pour n'en citer que quelques-uns.
4. Il est impératif que le mouvement syndical reste informé de la force de l'influence et de l'organisation de l'extrême droite dans la sphère numérique et prenne des mesures concrètes pour les combattre. Malgré la promesse initiale d'une utopie internet d'échange et de solidarité, les algorithmes des médias sociaux amplifient l'engagement en encourageant des contenus plus extrêmes, sexistes, racistes et violents. Les réseaux d'extrême droite exploitent cette situation pour obtenir un soutien à leur programme extrémiste et prétendre être l'alternative pour les travailleurs. Les syndicats sont plus forts ensemble et ne peuvent gagner qu'en apprenant les uns des autres et en se mobilisant solidairement pour une vision économique et politique différente.



ACTIONS

- **Action 1: Célébrer l'histoire, la mémoire et les réalisations des syndicats**

La CES propose de faire du 8 mai un jour férié européen pour la démocratie ainsi que d'établir un calendrier de dates commémorant et célébrant des événements syndicaux historiques. Ce jour férié est l'occasion de rappeler nos valeurs syndicales de solidarité, de justice sociale, d'égalité et de lutte pour la démocratie afin de contrer les idées d'extrême droite.

- **Action 2: Intégration dans l'ensemble de l'organisation**

La CES mettra en place un groupe de travail interne à la CES dans tous les domaines politiques afin d'aider à identifier les initiatives d'extrême droite au fur et à mesure qu'elles apparaissent dans différents dossiers et de renforcer le groupe de travail Anti-extrême droite afin d'élaborer une réponse contre la manipulation des thèmes syndicaux par l'extrême droite, et de proposer une alternative.

- **Action 3: Poursuivre l'offensive de formation des travailleurs européens**

En partenariat avec l'ETUI, la CES encouragera la formation à se concentrer sur 3 éléments clés: La mise en réseau et l'échange de pratiques de formation, la communication et l'éducation politique. La formation produira du matériel adaptable et partageable afin d'impliquer les travailleurs à tous les niveaux.

- **Action 4: Cartographier l'influence de l'extrême droite et contrer la normalisation**

La CES présentera un nouveau projet axé sur la cartographie de l'influence des idées d'extrême droite sur le lieu de travail avec l'aide des affiliés et des fédérations. Grâce à ces connaissances, la CES et ses affiliés pourront communiquer une vision alternative et inverser la normalisation des idées d'extrême droite sur le lieu de travail.

- **Action 5: Élaborer une alternative par le biais de la négociation collective**

La CES poursuivra son travail avec les affiliés afin d'identifier et de partager au sein du mouvement syndical les politiques du lieu de travail et les clauses des conventions collectives négociées par les syndicats avec l'outil UnionShare. Cet outil en ligne sera alimenté par le contenu des affiliés. Ces clauses combattront l'idéologie d'extrême droite sur le lieu de travail, aborderont la manière de traiter les membres qui ont

rejoint des mouvements d'extrême droite et contrôleront les conventions collectives signées entre les organisations d'employeurs et l'extrême droite.

- **Action 6: Renforcer les mécanismes juridiques pour sauvegarder la démocratie**

La CES fera pression en faveur d'une législation qui oblige les entreprises de médias sociaux à faire davantage pour lutter contre la désinformation, la discrimination, le discours de haine et le harcèlement sur leurs plateformes et continuera à faire pression pour que TOUS les financements de l'UE soient soumis à la condition du respect de l'État de droit et du respect des droits sociaux, en particulier des droits des travailleurs et des droits syndicaux, pour tout le monde. Le réseau ETUCLEX aidera à préparer des actions et des échanges juridiques et contentieux spécifiques.

- **Action 7: Contrer l'extrême droite dans les institutions européennes**

La CES poursuivra son «cordon sanitaire» avec les députés, partis et mouvements d'extrême droite et sa *politique de 2022 de lutte contre l'extrême droite au Parlement européen en vue des élections européennes*. La stratégie électorale globale sera enrichie d'éléments spécifiques pour contrer l'extrême droite. La CES propose que les Spitzenkandidaten adhèrent au «cordon sanitaire», en n'accordant aucune position de pouvoir ou d'influence à un mouvement ou un parti d'extrême droite. La CES divulguera les votes des députés européens d'extrême droite, des groupes, du Conseil de l'UE et des membres du Conseil de l'UE qui vont à l'encontre des intérêts des travailleurs et des syndicats dans les dossiers clés et préparera des informations complètes pour les affiliés afin de les contrer avec des amendements concrets. En collaboration avec d'autres acteurs tels que la société civile, les organismes de surveillance de la transparence et les universitaires, la CES accordera une attention particulière au financement des partis d'extrême droite européens, ainsi qu'aux possibilités juridiques et aux meilleures pratiques permettant de limiter leur influence.

- **Action 8: Former une constellation d'alliés contre les idées d'extrême droite**

La CES s'engagera activement dans la construction d'alliances avec les partis politiques, les employeurs, les réseaux de recherche scientifique, les universitaires et la société civile afin de construire un front commun.



- **Action 9: Mobiliser les travailleurs pour une alternative syndicale**

La CES utilisera et promouvra activement la plateforme de pétitions <https://action-europe.org>, en travaillant avec les affiliés pour poster des pétitions et utiliser les données de leurs pétitions pour organiser et mobiliser les travailleurs et les sympathisants dans la lutte pour une alternative syndicale.

- **Action 10: Perturber numériquement les réseaux d'extrême droite**

Renforcer ETUCybernet avec des activistes pour trouver des récits en ligne utilisés par l'extrême droite et

les contrer avec de l'humour, des mèmes et des statistiques réelles. La CES travaillera avec ses affiliés pour utiliser les médias sociaux afin de promouvoir notre vision syndicale alternative de la société et de souligner la diversité de notre mouvement avec les femmes, les travailleurs migrants, les personnes LGBTQIA+ et les personnes de couleur.

- La CES et ses affiliés mettront en oeuvre ces priorités et ces actions avec le soutien du *groupe de travail des personnes de contact désignées*.

ANNEXE I

Dates commémoratives:

27 janvier (International)	Journée internationale de commémoration de l'Holocauste
Février (Autriche)	Soulèvement de février contre les fascistes
25 février (Pays-Bas)	Grève contre la déportation du peuple juif aux Pays-Bas 1941
13 mars (Allemagne)	Plus grande grève générale de l'histoire de l'Allemagne en réaction à un coup d'État antidémocratique en 1920
21 mars (International)	Journée internationale contre le racisme
10 avril (Allemagne)	Adoption de la loi de 1950 sur la codétermination en matière de charbon et d'acier
25 avril (Italie)	Jour de la libération de l'Italie en 1945
8 mai (International)	Commémoration de la fin de la Seconde Guerre mondiale
13 mai (Hongrie)	Première convention collective résultant d'une menace de grève en Hongrie, 1848
31 août (Luxembourg)	Grève générale contre l'occupant nazi au Luxembourg 1942
15 septembre (International)	Journée internationale de la démocratie
10 octobre (Turquie)	Manifestation pour la paix et la démocratie en Turquie 2015» ¹

¹ CES, Proposition de plan d'action, *Stratégie et tactiques syndicales pour vaincre l'extrême droite*, 2023.

